

SÉCURITÉ HYDRIQUE

Des projets de dessalement pour le Sud

La société Algerian Desalination Company (ADC), filiale du groupe Sonatrach, œuvre, dans le cadre de la sécurité hydrique du pays, à l'adoption de solutions innovantes pour le dessalement de l'eau, notamment à travers l'installation de stations mobiles de type conteneur. Ces équipements seront déployés principalement dans les wilayas du Sud, où existent d'importantes réserves d'eaux souterraines salines. P 3



16E SESSION DE LA CNUCED À GENÈVE **L'Algérie réaffirme son appui au développement africain**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a affirmé, mardi à Genève (Suisse), que l'Algérie, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, poursuit son appui en faveur du développement en Afrique à travers la réalisation de grands projets continentaux dans divers domaines, visant à renforcer l'intégration et à développer les chaînes de valeur africaines.

P 2

EXPORTATIONS AFRICAINES DE GNL

Le Nigeria et l'Algérie dominant le marché

Le marché africain du gaz naturel liquéfié (GNL) confirme sa forte concentration autour de deux puissances énergétiques : le Nigeria et l'Algérie. Selon le rapport trimestriel sur les « Mises à jour des marchés du gaz naturel liquéfié arabes et mondiaux » publié par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », ces deux pays ont représenté à eux seuls plus de 80 % des exportations africaines de GNL au troisième trimestre 2025.

P 5

AFIN DE RÉDUIRE LE GASPILLAGE D'EAU

Plaidoyer pour une nouvelle tarification

Alors que l'Algérie engage un programme ambitieux de dessalement pour sécuriser son avenir hydrique, la question du prix de l'eau s'impose désormais comme un enjeu central de viabilité économique. Derrière les chiffres impressionnants des nouvelles capacités (3,7 millions de mètres cubes d'eau dessalée par jour aujourd'hui, et près du double à l'horizon 2030), se cache une réalité financière difficilement soutenable : le mètre cube d'eau produite coûte entre 140 et 150 dinars, tandis que le consommateur final n'en paie que 6 dinars.

P 3

UNE CONVENTION SIGNÉE ENTRE LA CNAS
ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS

**La prise en charge des enfants
cancéreux se renforce** P 2

PLF 2026

**Le ministère de l'Intérieur
annonce la création de 1 200
nouveaux emplois** P 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Alliance stratégique entre
le groupe Saidal et Novo
Nordisk** P 2

UNE CONVENTION
SIGNÉE ENTRE LA CNAS
ET DES ÉTABLISSEMENTS
PUBLICS ET PRIVÉS

La prise en charge
des enfants
cancéreux se
renforce

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a présidé, hier au Centre familial de Ben Aknoun, une cérémonie de signature d'une convention de partenariat entre la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et un ensemble d'établissements hospitaliers publics et privés spécialisés dans le traitement radiothérapeutique. Cette initiative, menée en coordination avec le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, concrétise l'une des décisions majeures du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la prise en charge intégrale et gratuite des enfants atteints de cancer, notamment en matière de soins radiothérapeutiques. Cette convention vient renforcer le rôle du système national de sécurité sociale en tant qu'outil de solidarité et de justice sociale. Le ministère du Travail a souligné qu'elle « traduit la volonté politique de l'État de garantir l'égalité d'accès aux soins pour tous les citoyens », et de redonner espoir aux familles confrontées à la maladie d'un enfant. L'initiative s'inscrit dans une approche humaine, globale et intégrée, qui vise à soulager les souffrances des patients et à améliorer la qualité de vie des enfants atteints de cancer. Le ministère du Travail a salué la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés —équipes médicales, cadres administratifs, responsables de la sécurité sociale et directeurs d'hôpitaux — dont la coopération a permis de concrétiser ce projet porteur d'espoir. Le département d'Abdelhak Saihi a, par ailleurs, réaffirmé son engagement à assurer le suivi effectif de la mise en œuvre de ces conventions et à veiller à leur efficience sur le terrain, « au service du citoyen et de la préservation de sa santé ».

16^e SESSION DE LA CNUCED À GENÈVE

L'Algérie réaffirme son appui
au développement africain

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a affirmé, mardi à Genève (Suisse), que l'Algérie, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, poursuit son appui en faveur du développement en Afrique à travers la réalisation de grands projets continentaux dans divers domaines, visant à renforcer l'intégration et à développer les chaînes de valeur africaines.

Synthèse Selma R.

Dans son intervention lors de la réunion ministérielle africaine, tenue en marge de la 16e session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), M. Rezig a précisé que l'Algérie continue de soutenir le développement africain à travers des projets stratégiques d'envergure, parmi lesquels la route transsaharienne, le gazoduc transsaharien, ainsi que le projet de connexion du continent africain à un réseau Internet à haut débit. L'Algérie œuvre également à la promotion du commerce intra-africain en accueillant la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) (4 au 10 septembre dernier), parallèlement au lancement d'un fonds de soutien aux start-up et aux jeunes innovateurs, doté d'un budget d'un milliard de dollars, destiné à financer des projets dans les secteurs des infrastructures, de l'éducation, de la santé et de l'énergie, a-t-il fait savoir. Réaffirmant l'attachement de l'Algérie à la solidarité effective entre les pays africains, à l'échange d'expertises et à la promotion des investissements conjoints dans les infrastructures et le développement des chaînes de valeurs, M.

Rezig a mis en avant le rôle central de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF) en tant qu'outil stratégique pour soutenir l'intégration continentale par la levée des divers obstacles, notamment douaniers, et la facilitation de la circulation des biens, des services et de capitaux. Il a, en outre souligné que l'Algérie réaffirme la nécessité d'un traitement radical et équitable de la crise de la dette en Afrique, tout en saluant la création de l'Agence africaine de notation de crédit (AfCRA), étant un mécanisme essentiel pour promouvoir la justice financière et le développement sur le continent. Le ministre a mis en avant le rôle crucial que joue la CNUCED en tant que partenaire clé des pays africains dans l'appui aux politiques économiques, l'analyse et l'assistance technique, en insistant sur la transformation structurelle, l'allègement de la dette, la transformation numérique, ainsi que l'autonomisation des jeunes et des femmes dans le processus de développement. Dans ce sillage, M. Rezig a tenu à rappeler que la 16e session de la CNUCED se tient dans un contexte international difficile, marqué par la convergence des crises économiques, financières, climatiques et géopolitiques, posant ainsi des défis sans précédent pour le développement du continent africain.

Il a précisé que la hausse de l'endettement, le ralentissement des investissements étrangers, la volatilité des marchés et la flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires constituent autant d'obstacles à la réalisation d'une croissance durable et inclusive, alors que le changement climatique et la fracture numérique représentent une menace directe pour la sécurité alimentaire et hydrique, ainsi que pour la transition technologique. La 16e session de la CNUCED, se tiendra du 20 au 23 octobre courant au Palais des nations à Genève (Suisse), sous le thème " Décider de l'avenir: Opérer une transformation économique qui contribue à un développement équitable, inclusif et durable". Cette conférence, qui se tient tous les quatre ans, est l'un des plus importants événements économiques internationaux, organisés sous l'égide de l'Organisation des Nations unies. M. Rezig représente l'Algérie à cet événement, aux côtés des chefs d'Etat et de Gouvernement, des ministres de 195 Etats membres de la "CNUCED", ainsi que des présidents d'organisations internationales, des experts en économie, lauréats du prix Nobel, et des représentants de la société civile, de banques de développement et d'organisations financières et commerciales mondiales.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Alliance stratégique entre le groupe Saidal et Novo Nordisk

Le groupe Saidal et la société Novo Nordisk Algérie ont conclu, hier un partenariat stratégique majeur visant à assurer la distribution et la production locale de traitements innovants, marquant ainsi une étape déterminante dans le renforcement du système de santé en Algérie. La cérémonie de signature s'est tenue au siège de la direc-

tion générale du groupe Saidal, en présence de Mme Nabila Benyghzer, épouse Ouaret, présidente-directrice générale du groupe, et de M. Hamza Benharkat, directeur général de Novo Nordisk Algérie. Ce partenariat ambitieux a pour objectif de développer la production et la distribution conjointes de médicaments avancés, notamment des nouvelles formes

d'insuline modernes produites par Novo Nordisk. Les premiers lots d'insuline injectable issus de cette coopération devaient être disponibles sur le marché algérien dans les prochaines semaines. Il convient de rappeler que le protocole d'accord avait été signé le 13 octobre dernier, et l'accélération de la mise en œuvre de ce pro-

jet traduit la volonté commune des deux partenaires de renforcer les capacités nationales de production pharmaceutique. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts continus des autorités algériennes visant à atteindre la souveraineté sanitaire et à garantir l'accès aux traitements modernes pour tous les patients algériens.

ALGÉRIE-NIGÉRIA

Signature d'un mémorandum d'entente pour renforcer
la coopération parlementaire

Par M. A.

L'Assemblée populaire nationale (APN) et la Chambre des représentants du Nigeria ont signé un mémorandum d'entente visant à renforcer les cadres de concertation, de coordination et d'échange d'expertises entre les institutions législatives des deux pays, indique un communiqué de la Chambre basse du Parlement. "Dans le cadre du renforcement des relations de coopération parlementaire entre l'Algérie et la République fédérale du Nigeria, un mémorandum d'entente a

été signé, lundi, entre l'APN et la Chambre des représentants du Nigeria, en présence des présidents des deux Chambres, MM Brahim Boughali et Tajudeen Abbas, qui effectue une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation parlementaire", précise la même source. Ce mémorandum tend à "renforcer les cadres de concertation, de coordination et d'échange d'expertises parlementaires entre les institutions législatives des deux pays, afin de contribuer au développement de l'action parlementaire commune et à l'élargissement des domaines de coopération

bilatérale sur les questions d'intérêt commun". Cette initiative constitue "un nouveau jalon dans le renforcement des relations parlementaires algéro-nigériennes, en concrétisation de la volonté commune de promouvoir la coopération entre les institutions législatives, au mieux des intérêts des deux peuples amis", note le communiqué. Cet accord reflète "la profondeur des liens historiques et politiques entre les deux pays et la volonté de poursuivre la coordination et la concertation bilatérales dans les différents fora internationaux", selon la même source.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SÉCURITÉ HYDRIQUE

Des projets de dessalement pour le Sud

La société Algerian Desalination Company (ADC), filiale du groupe Sonatrach, œuvre, dans le cadre de la sécurité hydrique du pays, à l’adoption de solutions innovantes pour le dessalement de l’eau, notamment à travers l’installation de stations mobiles de type conteneur. Ces équipements seront déployés principalement dans les wilayas du Sud, où existent d’importantes réserves d’eaux souterraines salines.

Par Adem A.

C'est ce qu'a indiqué hier Mouloud Hachlaf, assistant du président-directeur général de la société, dans une déclaration à la Radio nationale. Il a en effet précisé que l'ADC œuvre à «développer plusieurs projets, tels que des conteneurs mobiles destinés au dessalement de l'eau de mer et des eaux souterraines, pouvant être déployés dans différentes régions du pays», soulignant que ces conteneurs constituent «des solutions pratiques, notamment dans les wilayas du Sud telles que El-Oued, El-Meghaier et Biskra». Rappelant que l'Algérie dispose aujourd'hui de 19 stations de dessalement opérationnelles, totalisant une capacité de 3,77 millions de mètres cubes par jour, l'intervenant a indiqué que ce chiffre la place au premier rang africain et au deuxième rang arabe. Le dessalement couvre déjà 42 % des besoins nationaux en eau potable, un pourcentage appelé à croître rapidement avec l'ambitieux programme lancé à l'horizon 2030, qui vise à atteindre 5,6 millions de m³/jour. Cette dynamique a pris son essor avec le programme d'urgence de 2021, destiné à sécuriser l'alimentation en eau de la capitale et de ses environs. Trois stations majeures (Corso, El Marsa et Bordj El Kiffan / Bateau Cassé) ont vu le jour, livrées dans des délais records de 6 à 18 mois malgré le contexte du Covid-19, assurant à elles seules 150 000 m³/jour. Fort de ce succès initial, un premier programme complémentaire a été rapidement mis en œuvre, ajoutant 1,5 million de m³/jour à la capacité nationale. Cette prouesse repose sur la construction de cinq grandes stations (El Tarf, Béjaïa, Boumerdès, Tipaza/Fouka 2 et Oran/Aïn

Kerma) réalisées en seulement 26 mois, soit deux fois plus vite que la norme internationale. Ces unités illustrent la montée en puissance du génie algérien. Les chiffres de production enregistrés jusqu'à octobre 2025 confirment d'ailleurs l'efficacité de ces infrastructures : Tipaza a ainsi produit 39 millions de m³, Oran 37 millions de m³, Boumerdès 31,7 millions de m³, El Tarf 29,5 millions de m³, et Béjaïa 11,5 millions de m³. Pour M. Hachlaf, cette réalisation est un jalon technologique majeur : « les jeunes ingénieurs algériens exploitent et entretiennent aujourd'hui toutes les stations du pays. C'est la meilleure preuve que l'Algérie a franchi un cap technologique ».

Vers une intégration industrielle nationale

Un deuxième programme complémentaire (2025-2030) vient d'être validé par le Conseil des ministres. Il prévoit la construction de six nouvelles stations d'une capacité totale de 1,8 million m³/jour, avec un investissement estimé à 2,8 milliards de dollars. Les nouveaux sites seront implantés notamment à Chlef, Mostaganem et Tlemcen, des régions confrontées à un déficit pluviométrique, et contribueront à porter la couverture hydrique à 60 % des besoins nationaux, permettant d'alimenter les zones intérieures situées jusqu'à 250 km de la côte. Le recours aux énergies renouvelables constitue une innovation majeure pour ces nouvelles infrastructures : entre 30 et 35 % de leurs besoins énergétiques seront assurés par le solaire, réduisant ainsi le coût environnemental d'un procédé énergivore. M. Hachlaf a d'ailleurs expliqué que « L'objectif est de réduire cette dépendance énergétique et de tendre

vers un modèle plus durable », rappelant que la consommation électrique représente près de 30 % du coût total de production, le coût moyen du mètre cube oscillant entre 95 et 100 DA (avec un prix de vente au consommateur subventionné à 6 DA).

Un moteur d'emploi et de développement local

Au-delà de l'enjeu hydrique, le dessalement génère un fort impact économique et social. Plus de 10 000 emplois directs et indirects ont été créés lors des chantiers récents, entraînant la modernisation des infrastructures locales (routes, réseaux électriques, télécommunications). Le taux d'intégration nationale atteint désormais 30 %, notamment grâce à la fabrication locale d'équipements et de structures, avec l'objectif de dépasser 50 % d'ici quelques années. L'ADC soutient activement les start-up et les PME impliquées dans la production de membranes et de composants techniques. « L'eau dessalée n'est plus une solution d'urgence, mais un levier de développement durable et d'autonomie industrielle », a souligné M. Hachlaf. L'expérience algérienne commence à susciter l'intérêt international. La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) a salué les réalisations nationales après la visite de son président sur plusieurs sites. Des projets de coopération technique et de transfert d'expertise sont envisagés, notamment vers les pays africains. En somme, en moins d'une décennie, l'Algérie a réussi à bâtir une filière complète, de la conception à l'exploitation, tout en assurant la formation d'une nouvelle génération d'ingénieurs et de techniciens.

AFIN DE RÉDUIRE LE GASPILLAGE D'EAU
Plaidoyer pour une nouvelle tarification

Par A. A.

Alors que l'Algérie engage un programme ambitieux de dessalement pour sécuriser son avenir hydrique, la question du prix de l'eau s'impose désormais comme un enjeu central de viabilité économique. Derrière les chiffres impressionnants des nouvelles capacités (3,7 millions de mètres cubes d'eau dessalée par jour aujourd'hui, et près du double à l'horizon 2030), se cache une réalité financière difficilement soutenable : le mètre cube d'eau produite coûte entre 140 et 150 dinars, tandis que le consommateur final n'en paie que 6 dinars. Pour Ahmed Kettab, expert consultant international dans le domaine de l'eau, cette situation n'est plus tenable : « On ne peut pas continuer à subventionner indéfiniment une ressource devenue rare et coûteuse à produire. L'eau gratuite, ce n'est pas de la justice sociale, c'est du gaspillage garanti », a-t-il déclaré à la radio nationale. L'expert propose une réforme audacieuse mais équilibrée : garantir le droit fondamental à l'eau en offrant 20 m³ gratuits par mois à chaque foyer, puis appliquer une tarification progressive au-delà de ce seuil. Le principe est simple : plus on consomme, plus on paie cher. Comme l'a expliqué M. Kettab, « Il faut faire payer le vrai prix à ceux qui en ont les moyens (entreprises, ambassades, grands ménages), tout en protégeant les familles modestes ». Cette refonte tarifaire, loin d'être purement économique, s'inscrit dans une logique de sobriété et de durabilité, essentielle pour combattre le gaspillage. En effet, l'Algérie perd encore entre 40 et 70 % de son eau dans les réseaux de distribution, contre seulement 10 à 15 % dans les pays développés. Une consommation mieux maîtrisée, conjuguée à une maintenance renforcée des réseaux et à l'utilisation des nouvelles technologies de détection des fuites, permettrait de réduire considérablement ces pertes massives. Pour Ahmed Kettab, il ne s'agit pas seulement de revoir les factures, mais de changer de culture : « L'eau n'est pas infinie. La sécurité hydrique nationale passe par une gestion responsable, une tarification équitable et une conscience collective ». Entre équité sociale, impératif écologique et viabilité économique, la réforme du prix de l'eau apparaît désormais comme la clé d'une gestion durable de "l'or bleu" algérien.

PLF 2026

Le ministère de l'Intérieur annonce la création de 1 200 nouveaux emplois

Par Sirine R.

Présentant, hier, le projet de loi de finances (PLF) 2026 devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a annoncé la création de 1 200 nouveaux postes budgétaires dans le cadre du budget sectoriel de son département. Cette mesure, a-t-il précisé, s'inscrit dans la volonté du gouvernement de renforcer les capacités humaines des collectivités locales et de consolider la sécurité routière, deux priorités inscrites au cœur des politiques publiques engagées sous l'impulsion du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Sur le total des em-

ploiés créés, 600 postes seront affectés aux quatre nouvelles wilayas déléguées, dans le but de renforcer leurs structures administratives et techniques, d'améliorer la qualité des services de proximité et de soutenir la décentralisation. « Ces postes visent à doter les nouvelles entités territoriales des moyens humains nécessaires à leur pleine opérationnalité », a souligné M. Sayoud devant les députés. Les 600 autres postes seront destinés à la Délégation nationale à la sécurité routière, un organisme stratégique chargé de la prévention et de la régulation du trafic routier. Ce renforcement des effectifs permettra d'intensifier les campagnes de sensibilisation, d'améliorer le contrôle sur les routes et de réduire les accidents de la circulation, qui demeurent une préoccupation majeure

des pouvoirs publics.

Un budget en hausse pour soutenir les réformes

Le ministre a annoncé que le budget global de son département pour l'exercice 2026 s'élève à 1 480 milliards de dinars en autorisations d'engagement, soit une hausse de 8,45 % par rapport à l'année précédente. Les crédits de paiement atteignent 1 535 milliards de dinars, en progression de 10,55 %. Cette enveloppe permettra également de financer la revalorisation des salaires, la modernisation du parc automobile de la Sûreté nationale, la réhabilitation des infrastructures et la mise en œuvre du Référentiel national d'adressage dans six wilayas pilotes. Parmi les autres priorités du ministère

figurent la numérisation complète de l'administration locale, la simplification des démarches administratives, ainsi que la valorisation des biens communaux générateurs de revenus. M. Sayoud a également insisté sur la nécessité de renforcer la formation des cadres et d'investir dans les technologies modernes pour améliorer l'efficacité des services publics. En conclusion, le ministre a affirmé que ce budget « traduit la détermination de l'État à créer des emplois qualifiés, à consolider la gouvernance territoriale et à moderniser les services publics dans une Algérie en pleine transformation ». « Le citoyen restera au centre de toutes les politiques publiques. Développement local, sécurité et mobilité demeurent les piliers de l'Algérie moderne et solidaire », a-t-il conclu.

CLASSEMENT DES REVUES SCIENTIFIQUES DES PAYS ARABES "ARCIF" POUR 2025

L'Algérie conserve sa première place

MONNAIE
Le dollar progresse légèrement

Le dollar gagnait un peu de terrain lundi, attentiste avant la publication vendredi d'un indice d'inflation aux Etats-Unis, les cambistes surveillant aussi les dernières évolutions sur le plan commercial. Vers 19H00 GMT, le billet vert prenait 0,10% face à la monnaie unique européenne, à 1,1643 dollar, et 0,17% à la devise britannique, à 1,3404 dollar pour une livre. La Réserve fédérale (Fed) a abaissé ses taux pour la première fois de l'année en septembre, d'un quart de point, en raison de la fragilité de l'emploi américain. L'institution dispose toutefois d'un double mandat: elle doit certes veiller à ce que le marché de l'emploi reste dynamique, mais aussi maintenir l'inflation proche de 2% sur le long terme. Le marché surveille aussi les derniers développements sur le plan commercial, alors que Pékin et Washington se sont accordés samedi pour préparer de nouvelles tractations. L'or restait aussi dans le vert, après avoir atteint vendredi un nouveau record, à 4.379,93 dollars l'once.

TRANSPORT FERROVIAIRES
La SNTF lance une campagne nationale de sensibilisation aux risques de la drogue

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a lancé, lundi, une campagne nationale de sensibilisation aux risques de la drogue et des substances psychotropes, au niveau des grandes gares dans les wilayas d'Alger, de Constantine, d'Oran et d'Annaba, indique un communiqué de la société. S'inscrivant dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention contre la drogue et les comprimés psychotropes, cette campagne a été organisée en partenariat avec le Croissant-Rouge algérien (CRA), le Centre national de prévention et de lutte anti-drogue de Bouchaoui, la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) et la Gendarmerie nationale (GN), selon le communiqué. Elle vise à renforcer la prévention et à protéger les travailleurs de la société et les voyageurs, notamment les jeunes contre les risques sanitaires et sociaux découlant de la consommation des drogues et des substances hallucinogènes et psychotropes. Les activités de cette campagne se poursuivront jusqu'à la fin de l'année, avant le lancement de sa deuxième phase début 2026.

L'Algérie a décroché la première place, pour la cinquième année consécutive, dans le classement du facteur d'impact et de citations de référence des revues scientifiques des pays arabes "ARCIF" pour l'année 2025, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. L'Algérie a décroché la première place dans le monde arabe pour la cinquième année consécutive dans le cadre de la publication du dixième rapport annuel sur le facteur d'impact et des citations de référence des revues scientifiques des pays arabes "ARCIF" pour l'année 2025, précise le

ministère. A cet égard, 426 revues scientifiques algériennes sur 1272 revues scientifiques arabes ont satisfait aux critères du facteur d'impact ARCIF, après examen et étude des données de plus de 5000 titres de revues scientifiques ou de recherches arabes dans différentes disciplines, publiées par plus de 1500 universités et organismes scientifiques et de recherche dans le monde arabe. L'Algérie occupe également, selon la même source, la première place dans le monde arabe en termes de nombre d'auteurs cités pour leurs publications scientifiques, avec un total de 26.834 auteurs, soit une augmentation de près de 5400 auteurs

par rapport aux résultats du rapport de l'année dernière, ajoutant que les revues algériennes se sont également classées parmi les 10 meilleures revues dans les domaines des lettres, sciences humaines et sociales (LSHS), du droit, des études islamiques et des sciences politiques. Par ailleurs, plusieurs auteurs algériens figurent parmi les 10 auteurs arabes les plus influents dans les domaines des sciences économiques, financières et du management, sur un total de 27.400 auteurs cités dans leurs publications, tandis que 5500 auteurs dans le domaine de l'information et de la communication, ont été recensés.

COOPÉRATION
Le ministre espagnol de l'Intérieur visite Djamaa El-Djazair

Le recteur de Djamaa El-Djazair, Cheikh Mohamed Mamoune El-Kacimi El-Houceini, a accueilli, lundi, le ministre espagnol de l'Intérieur, Fernando Grande Marlasca Gomez et la délégation l'accompagnant, ainsi que le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, et des cadres du ministère, en visite à Djamaa El-Djazair, indique un communiqué du rectorat de cet édifice reli-

gieux. Dans son allocution de bienvenue, le recteur de Djamaa El-Djazair a affirmé que "les relations algéro-espagnoles sont historiques et profondément enracinées, fondées sur le respect mutuel et la coopération dans divers domaines", ajoutant que "cette visite traduit la volonté d'établir des ponts de coopération entre les deux pays". L'Algérie et l'Espagne "ont en commun l'histoire, la Mémoire et la diversité cultu-

relle", a-t-il rappelé, mettant en avant le message civilisationnel, scientifique, spirituel et culturel de Djamaa El-Djazair et de ses différents établissements, en tant qu'édifice religieux grandiose et rassembleur, un centre de rayonnement aux niveaux local et mondial, et un phare scientifique incarnant les valeurs de l'Islam". Cheikh El-Kacimi El-Houceini a également exprimé "son estime et sa reconnaissance pour les

positions avant-gardistes et justes de l'Espagne envers la cause palestinienne". Pour sa part, le ministre espagnol a fait part de sa grande admiration pour l'architecture de la mosquée et son message civilisationnel, déclarant à cette occasion: "Nous voyons en ce centre civilisationnel, scientifique et spirituel un pont de coopération" entre les deux pays.

SONATRACH
Hachichi reçoit une délégation de la commission des affaires économiques de l'APN

Le Président-directeur général (PDG) du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu, au siège de la direction générale du groupe, une délégation de la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce, et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), conduite par la députée Samira Berhoum, en présence du Secrétaire général de Sonatrach, indique mardi un

communiqué du groupe. Lors de cette rencontre tenue lundi, M. Hachichi a présenté un exposé sur les activités du groupe Sonatrach et ses efforts pour élargir les domaines de coopération avec les entreprises africaines, dans le cadre de sa stratégie qui vise à renforcer l'intégration de l'Algérie dans l'économie africaine, conformément à ses engagements envers les pays frères et amis du continent.

Le responsable a souligné, dans ce contexte, le rôle de premier plan que joue Sonatrach à l'échelle continentale, saluant la complémentarité et la communication entre les institutions législatives et les entreprises économiques nationales, au service de l'économie nationale, à même de contribuer à la réalisation d'un développement durable .

CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ALGÉRIE POSTE
L'envoi progressif des courriels et des SMS se poursuit

L'entreprise Algérie Poste a annoncé lundi dans un communiqué que l'envoi progressif des courriels et des SMS contenant le nom d'utilisateur et le mot de passe d'accès à la plateforme numérique dédiée au concours de recrutement se poursuit actuellement, au profit des candi-

dates. A cet égard, l'entreprise rassure tous les candidats n'ayant pas encore reçu ces messages que "l'envoi est en cours et sera finalisé dans les prochaines heures ou les prochains jours", les invitant à "consulter régulièrement leurs courriels, y compris les

spams et les SMS de leurs téléphones portables". "Les candidats n'ayant pas reçu de messages après écoulement d'un délai raisonnable, peuvent contacter le service client pour toute information ou aide, au numéro de téléphone: 021641616", précise le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,80	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1400,00	-0,71	-0,81	-1,06	9,00	5,56	11500	16 100 000,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	NC	0,00	2,09	2,45	6,54	6,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 070,00	2070,00	0,00	-2,57	-8,33	9,87	6,04	27165	56 231 550,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,06	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,48	-0,46	3,78	5,25	0	0,00

HYDROCARBURES ET MINES

L’Algérie et l’UE renforcent leur partenariat stratégique

Le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu mardi 21 octobre 2025, au siège de son département, l’ambassadeur de l’Union européenne en Algérie, Diego Mejado, pour une rencontre axée sur le renforcement du dialogue stratégique énergétique entre l’Algérie et l’Union européenne. Cette réunion s’est tenue en présence de Karima Bekir Tafer, secrétaire d’État chargée des mines, ainsi que de plusieurs hauts cadres du ministère.

Par Réda Hadi

Les échanges ont porté sur l’état actuel et les perspectives d’évolution des relations bilatérales dans les domaines des hydrocarbures et des mines. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté commune de consolider la coopération énergétique, notamment à travers la sécurisation de l’approvisionnement en gaz naturel de l’Europe, secteur dans lequel l’Algérie demeure un fournisseur stratégique et fiable. Arkab et le diplomate européen ont également passé en revue les avancées réalisées dans les projets conjoints, en particulier ceux liés au développement de nouveaux gisements destinés à accroître les capacités de production. La rencontre a mis en lumière les efforts conjoints en matière de transition énergétique, à travers des initiatives visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la diminution de l’empreinte carbone, ainsi que la promotion des technologies de captage et de stockage du carbone. Lors de ces discussions, un accent particulier a été mis sur le projet de Cor-

ridor Sud H₂, qui reliera l’Algérie à l’Europe via l’Italie, l’Allemagne et l’Autriche. Ce projet ambitieux vise à exporter à terme de l’hydrogène vert et bleu produit en Algérie, contribuant ainsi à la transition énergétique du continent européen et à la diversification du mix énergétique algérien. Ce corridor constitue une opportunité majeure pour l’Algérie de se positionner comme un acteur clé du marché mondial de l’hydrogène, tout en attirant des investissements technologiques européens dans la recherche, la production et la logistique énergétique. Aussi, Mohamed Arkab a également invité les entreprises européennes à renforcer leur présence en Algérie, particulièrement dans les secteurs des hydrocarbures et des mines. Et en cela, il a mis en avant les réformes législatives et réglementaires récentes, notamment la nouvelle loi sur les hydrocarbures et les dispositions sur l’investissement, qui offrent un cadre attractif, transparent et compétitif pour les investisseurs étrangers. Le ministre a souligné que l’Algérie œuvre

activement à améliorer le climat des affaires, à simplifier les procédures administratives et à accompagner les partenaires étrangers dans la concrétisation de projets durables et profitables à toutes les parties. Les discussions ont également abordé les perspectives d’investissement dans le secteur minier, considéré comme un pilier stratégique de la diversification économique nationale. M. Arkab a évoqué les opportunités offertes par la nouvelle loi sur les mines, qui encourage la localisation de l’industrie minière en Algérie et prévoit d’importantes facilitations administratives et fiscales. Il a appelé à des partenariats mutuellement bénéfiques avec les entreprises européennes, axés sur le transfert de technologie, la formation, et la valorisation des ressources minières locales, notamment les terres rares et les métaux stratégiques indispensables aux industries de haute technologie et aux énergies renouvelables. Pour sa part, l’ambassadeur Diego Mejado a exprimé sa satisfaction quant au niveau du dialogue énergétique entre les

deux partenaires, soulignant le rôle central de l’Algérie dans la sécurité énergétique de l’Europe. Il a salué la stabilité et la fiabilité du partenariat algérien, tout en exprimant la volonté de l’Union européenne de renforcer la coopération dans les domaines de la production d’hydrogène vert, de l’exploitation durable des minerais stratégiques et de leur transformation industrielle au profit des énergies propres. Il faut rappeler aussi, que le ministre d’État a rappelé, à l’occasion du North Africa Petroleum Exhibition and Conference (NAPEC 2025), que l’Algérie reste ouverte à tous les partenaires étrangers désireux d’investir dans ses secteurs énergétiques et miniers, et de ce faite, il lancé un appel aux investisseurs internationaux, les invitant à saisir les opportunités offertes par les réformes économiques et à contribuer activement au développement durable du secteur énergétique algérien. Selon lui, la nouvelle dynamique de coopération et la stabilité du cadre légal font de l’Algérie une destination privilégiée pour les investissements énergétiques de demain.

27^e RÉUNION MINISTÉRIELLE DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ (GECF)

Le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines dès aujourd’hui à Doha

Par S R.

Le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, prendra part, à la tête d’une délégation composée de cadres de son département, aux travaux de la 27^e Réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévue à Doha, capitale de l’État du Qatar, du 22 au 23 octobre 2025, a indiqué le ministère dans un communiqué. Cette réunion sera présidée par le ministre du Pétrole et du Gaz de la Libye, Khalifa Rajab Abdessadeq, pré-

sident en exercice du Forum, et verra la participation des ministres chargés de l’énergie des pays membres et observateurs, ainsi que des représentants d’organisations et d’institutions internationales spécialisées dans les affaires énergétiques. Les travaux de cette session seront consacrés à l’examen de l’évolution des marchés mondiaux du gaz naturel et à l’étude de leurs perspectives à court, moyen et long termes. Les participants discuteront également des moyens de garantir la stabilité des marchés, de renforcer la sécurité des approvisionnements et d’assurer l’équilibre entre

l’offre et la demande, dans le but de préserver les intérêts communs des pays producteurs et consommateurs. La réunion abordera en outre les mécanismes de coopération et de coordination entre les pays membres, ainsi qu’un ensemble de questions organisationnelles et administratives liées à la gestion du Forum et à l’amélioration de son efficacité institutionnelle. Cet événement constituera une plateforme d’échanges et de concertation entre les pays membres autour des défis auxquels fait face l’industrie mondiale du gaz naturel, dans un contexte de profondes muta-

tions géopolitiques et énergétiques. Les débats mettront également en avant le rôle central du gaz naturel en tant que source d’énergie propre, fiable et indispensable à la réussite de la transition énergétique mondiale et à la promotion du développement durable. En marge des travaux, Mohamed Arkab aura une série de rencontres bilatérales avec ses homologues des pays participants afin d’examiner les opportunités de coopération et de partenariat dans les domaines des hydrocarbures et des mines, ainsi que les voies d’échange d’expertises et de technologies innovantes dans

l’industrie pétrolière et gazière. Il est utile de rappeler que le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), créé en 2001 comme cadre de consultation et de coordination entre les États producteurs et exportateurs de gaz, est devenu en 2008 une organisation intergouvernementale basée à Doha. Le Forum compte actuellement 20 États membres, qui détiennent à eux seuls près de 69 % des réserves mondiales prouvées de gaz naturel, assurent 40 % de la production commercialisée et représentent 51 % des exportations mondiales de gaz naturel liquéfié (GNL).

EXPORTATIONS AFRICAINES DE GNL

Le Nigeria et l’Algérie dominant le marché

Par M. A.

Le marché africain du gaz naturel liquéfié (GNL) confirme sa forte concentration autour de deux puissances énergétiques : le Nigeria et l’Algérie. Selon le rapport trimestriel sur les « Mises à jour des marchés du gaz naturel liquéfié arabes et mondiaux » publié par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », ces deux pays ont représenté à eux seuls plus de 80 % des exportations africaines de GNL au troisième trimestre 2025. Entre juillet et septembre 2025, le continent a exporté un volume total de 9,66 millions de tonnes de GNL, enregistrant une progression modeste mais significative de 0,8 % par rapport à 2024. En tête du classement, le Nigeria a exporté 3,34 millions de tonnes de GNL au troisième trimestre, contre 3,83 millions à la

même période de 2024. Malgré ce léger repli ponctuel, il demeure le principal moteur du marché africain, bénéficiant d’un réseau d’infrastructures solide et d’une capacité d’adaptation rapide aux conditions internationales. Juste derrière le leader, l’Algérie a livré 2,13 millions de tonnes de GNL au troisième trimestre, en baisse par rapport aux 2,61 millions de tonnes enregistrées un an plus tôt. Ce léger recul de 480 000 tonnes s’inscrit dans une dynamique d’ajustement liée aux opérations techniques et à la régulation du marché. Néanmoins, les experts estiment que l’Algérie reste « un fournisseur de référence » grâce à la fiabilité de son appareil industriel et à sa proximité géographique avec l’Europe. Le pays avait d’ailleurs enregistré son meilleur niveau trimestriel de l’année au deuxième trimestre (2,55 millions de tonnes), et les pers-

pectives actuelles sont soutenues par la modernisation en cours des infrastructures de liquéfaction de Skikda et d’Arzew. Toutefois, ce marché historiquement concentré montre des signes de diversification progressive. L’un des faits marquants de ce trimestre est l’apparition de la Mauritanie parmi les exportateurs africains. Ayant débuté la production en 2025, le pays a expédié 520 000 tonnes de GNL au troisième trimestre, se positionnant déjà au sixième rang continental. Cette dynamique est également portée par le retour ponctuel de l’Égypte et le renforcement des positions de l’Angola (1,46 million de tonnes), du Mozambique (0,97 million de tonnes) et de la Guinée équatoriale (0,64 million de tonnes). Cette diversification constitue une évolution encourageante, car elle ouvre la voie à une meilleure résilience

face aux aléas de la demande mondiale et aux cycles de maintenance des grands producteurs historiques. Malgré quelques ajustements observés chez les poids lourds du secteur, les exportations cumulées du continent pour les neuf premiers mois de 2025 atteignent 28,33 millions de tonnes. Le rapport de la plateforme « Attaqa.net » souligne que l’Afrique demeure un acteur en expansion sur la scène mondiale du GNL. La dynamique actuelle montre un équilibre entre stabilité et renouvellement, où les producteurs historiques consolident leur position tandis que de nouveaux pays enrichissent l’offre régionale. Les prochains trimestres pourraient confirmer cette recomposition progressive, portée par l’investissement dans les infrastructures, la montée en puissance des nouveaux gisements et l’évolution de la demande internationale.

BATNA

Installation du
chantier de
rénovation de la
canalisation de
transfert d'eau

Le chantier de rénovation de la canalisation de transfert d'eau de la station de pompage d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi) vers le barrage de Koudiet Lemdouar de Timgad sur une distance de 13,5 km a été installé lundi dans la commune de Chemora (wilaya de Batna), dans le cadre du projet des grands transferts d'eau du barrage de Béni Haroun de la wilaya de Mila. Selon les explications données sur site au wali, Mohamed Benmalek qui a supervisé l'opération, les travaux de ce projet qui mobilise une enveloppe financière de 6,2 milliards DA au titre d'une opération centralisée ont été confiés à l'entreprise nationale Cosider pour des délais fixés à quatre mois. Le chef de l'exécutif local a affirmé que des instructions ont été données à l'entreprise de réalisation pour consentir des efforts afin de réduire les délais des travaux au regard de l'importance du projet pour le renforcement de l'approvisionnement en eau potable des habitants de 61 communes de la wilaya Batna et de 12 communes de Khenchela. Le même responsable a relevé l'importance de cette tranche pour le renforcement en eau d'irrigation des plaines de Chemora et de Boulhilet sur une superficie de 7.000 hectares de sorte à revitaliser l'activité agricole dans cette région de la wilaya connue par ses potentialités céréalières. Il a également rappelé que la wilaya de Batna a bénéficié dans le cadre des grands transferts d'eau d'un projet de rénovation de la canalisation de transfert d'eau de la station de pompage d'Ain Kercha vers le barrage de Koudiet Lemdouar en deux tranches dont la première sur 24 km a été concrétisée et réceptionnée pour un montant de 12 milliards DA. Le wali a inspecté dans le cadre de sa visite les travaux de réalisation d'une nouvelle station de traitement d'eau au niveau de barrage de Koudiet Lemdouar à Timgad ainsi que du dédoublement de la route entre Batna et Khenchela insistant sur l'impérative accélération des travaux et le respect des délais des deux projets

KHENCHELA

Plus de 40 participantes au salon
régional des produits de la femme
rurale

Plus de 40 participantes ont pris part au salon régional des produits de la femme rurale organisé lundi au centre de formation Dar El Fellah (maison de l'agriculteur) de la commune d'El Hamma, dans la wilaya de Khenchela, par la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA).

Le wali, Salim Harizi accompagné de Mohamed Lamine Nassi, directeur technique représentant du directeur général de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) Cherif Benhabiles, a présidé l'ouverture du salon qui a regroupé à l'occasion de la journée internationale de la femme rurale (15 octobre) des femmes rurales des wilayas de Khenchela, Oum El Bouaghi, Batna, Tébessa et Souk Ahras. Des produits divers fabriqués par des femmes rurales dont des produits agricoles, des aliments, des huiles, des miels, des poteries, des articles tissés et des tapis traditionnels ont été exposés à l'occasion. Dans une déclaration à l'occasion, M. Nassi a indiqué que cette manifestation vise à mettre en lumière le rôle de la femme rurale dans le développement économique et agricole et à lui rendre hommage pour ses efforts, ajoutant que la CNMA a lancé un nouveau produit d'assurance dans le cadre de la micro-assurance destinée aux petits agriculteurs en leur offrant une protection sociale, économique et sanitaire intégrée à des prix raisonnables. Il a également relevé que la micro-assurance englobe l'assurance animale couvrant au plus 5 ovins, l'assurance agricole pour 5 hectares, l'assurance des risques professionnels polyvalents des ateliers des artisans et l'assurance sanitaire complémentaire visant à protéger la femme contre les risques sanitaires.



La manifestation a donné lieu à la plantation symbolique d'arbres à Dar El Fellah et la présentation de conférences de cadres de la CNMA sur l'importance de l'assurance pour la valorisation et la pérennité de l'activité agricole ainsi que de l'importance de l'assurance sanitaire complémentaire pour le soutien de la femme rurale. Le salon tenu en présence de représentants

de la direction des services agricoles (DSA), de la chambre de l'agriculture, de la Banque Nationale d'Algérie (BNA) et de l'ANGEM a été marqué par des hommages rendues à plusieurs dizaines de femmes rurales adhérentes à la CRMA présentes au salon outre l'organisation de consultations médicales gratuites de dépistage du cancer du sein à l'occasion de la manifestation octobre rose.

GUELMA

Près de 92.000 hectares à emblaver de céréales

La campagne de labours-semences de la saison agricole 2025-2026 lancée lundi à Guelma cible l'emblavure d'une surface globale de 91.800 hectares en céréales diverses, a-t-on appris auprès du directeur local des services agricoles (DSA). Dans son exposé présenté devant le wali, Mme Houria Aggoune à l'occasion de sa supervision des activités

de la journée nationale de la vulgarisation agricole et du lancement de la campagne de labours-semences à l'institut technologique spécialisé de formation en production animale, M. Rachid Rehamnia a précisé que la campagne porte sur l'emblavure de 65.000 hectares en blé dur, 15.800 hectares en blé tendre, plus de 10.000 hectares en orge et le reste de la surface visée en avoine.

Tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés avec notamment un nombre suffisant de tracteurs et engins, plus de 91.000 quintaux de semences, des quantités de fertilisants outre l'octroi d'accords de financement pour 661 dossiers d'agriculteurs par le crédit " R'fig ", a indiqué la même source assurant que l'opération se poursuit. Le lancement de la campagne de la-

bours-semences a ainsi coïncidé par les activités de célébration de la 32ème édition de la journée nationale de vulgarisation agricole organisée par la DSA et la chambre de l'agriculture et marquée par la tenue d'une exposition à laquelle ont participé les différents acteurs du secteur agricole et des instances publiques concernées par le financement et le développement du secteur.

DJELFA

Lancement des travaux de réalisation d'un hôpital de 60 lits à Sidi Laadjel

Les travaux de réalisation d'un hôpital de 60 lits ont été lancés, lundi, dans la commune de Sidi Laadjel, au Nord de Djelfa, dans le cadre du renforcement des infrastructures du secteur de la santé et du rapprochement des services pu-

blics des citoyens. Le wali, Djahid Mous, a procédé au coup d'envoi du chantier de ce projet d'importance, inscrit dans le cadre du programme complémentaire dont a bénéficié la wilaya sur décision du président de la République, et doté d'une enve-

loppe de plus de 3,5 milliards DA. A cette occasion, le chef de l'exécutif local a souligné que le projet de l'hôpital de Sidi Laadjel s'ajoutera à 7 autres établissements de santé dont les travaux ont été lancés dans plusieurs communes, ce qui profitera

aux citoyens en améliorant la qualité du service public dans le domaine de la santé. Le secteur a également, bénéficié de projets pour la réalisation de 11 polycliniques. Pour sa part, le directeur des équipements publics, Amine Smail, a indiqué qu'il

sera procédé à l'examen de la possibilité de réduction des délais de réalisation du projet, initialement fixés à 26 mois, en accélérant les travaux tout en veillant à la qualité et à la conformité de la construction, selon un modèle architectural moderne.

SOUK AHRAS

Lancement d'une plateforme numérique dédié à l'investissement agricole par concession

Une plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles (ONTA) dédiée à l'investissement agricole a été lancée dans la wilaya de Souk Ahras en vue de l'exploitation des terres agricole par concession, a-t-on appris lundi auprès du directeur local de l'ONTA, Mohamed Zeraïkia. Le même responsable a indiqué qu'il a

été procédé à l'annonce sur cette plateforme réservée à la gestion du foncier agricole de la réservation de 18 terrains agricoles situés dans les deux communes de Souk Ahras et Zaarouria et totalisant une superficie de 121 hectares pour de nouveaux projets d'investissement agricole et les jeunes souhaitant investir en agriculture et contribuer à la sécurité

alimentaire et à la dynamisation de l'économie locale. Le même cadre a invité les jeunes à s'inscrire sur cette plateforme dont l'exploitation restera ouverte jusqu'au 25 octobre courant et choisir un terrain pour la concrétisation de leurs projets, relevant que la numérisation du secteur à travers cette plateforme "apporte davantage de transparence et de

crédibilité à l'accès au foncier agricole". Selon la même source, à la fin de l'opération d'inscription sur cette plateforme, la commission de wilaya chargée de choisir les candidats qui bénéficieront de la concession agricole sur ces terrains se réunira sous la supervision du wali pour trancher parmi les candidats et leur remettre les arrêtés de concession.

L'OMC nous annonce les coûts de la flambée du protectionnisme

Le commerce mondial de marchandises affichera encore +2,4 % pour 2025, mais la croissance retombera à seulement +0,5 % en 2026, selon le dernier rapport de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'effet des tarifs douaniers, des achats anticipés liés à ces tarifs et du ralentissement des échanges nord-américains pèsera lourdement sur les flux mondiaux. Malgré la vigueur du commerce des biens liés à l'intelligence artificielle, le commerce mondial entrera dans une phase de décélération dès l'année prochaine.

Par Lorenzo Delpech

Après une année 2024 déjà en reprise (+2,8 % pour les biens, +6,8 % pour les services), 2025 apparaît comme une période charnière. Les échanges de biens ont progressé de +2,4 % et ceux de services, de +4,6 %. L'Asie et l'Afrique, avec respectivement +5,3 % d'exportations pour chacune, figurent en tête du classement mondial ; l'Amérique du Nord recule de 3,1 % sous l'effet direct des hausses tarifaires et l'Europe stagne à 0,7 %. Quant aux importations africaines (+11,8 %), elles témoignent d'un dynamisme inédit, tout comme celles d'Amérique du Sud (+8,8 %) et d'Asie (5,7 %). Les importations européennes, elles, restent stables (+2,4 %).

2025 : une année de transition portée par l'IA

La vedette de cette croissance 2025 est sans conteste le commerce des biens liés à l'intelligence artificielle. L'IA bondit de +20 % sur un an, atteignant 1 920 milliards de dollars au premier semestre 2025 (contre 1 610 milliards de dollars au premier semestre 2024). Les produits (semi-conducteurs, serveurs, machines-outils, ordinateurs et équipements télécoms) représentent 15 % du com-

merce mondial et 43 % de la croissance totale. Ces biens technologiques compensent partiellement les effets des politiques protectionnistes en maintenant artificiellement le cap d'une croissance encore solide en 2025, mais qui risque de se dégrader en 2026. Le directeur général de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, souligne : « La réponse mesurée des pays aux changements tarifaires, le potentiel de croissance de l'IA et l'essor du commerce entre pays émergents ont contribué à limiter les reculs du commerce en 2025. » Les échanges Sud-Sud, hors Chine, affichent ainsi une hausse de 9 % en valeur, bien supérieure à la moyenne mondiale de 6 %.

2026 : le retour des vents contraires

La comparaison entre les prévisions d'avril et celles d'octobre 2025 illustre parfaitement la fragilité du commerce international face aux tensions protectionnistes. En avril, l'OMC anticipait une contraction de -0,2 % suivie d'un rebond à +2,5 % en 2026. Désormais, c'est l'inverse : une croissance de +2,4 % cette année, puis un net ralentissement à +0,5 % l'an prochain. Autrement dit, la montée des barrières tarifaires n'a pas supprimé le choc : elle l'a simplement repoussé.

En 2026, l'Asie et l'Amérique du Nord connaîtront des trajectoires différentes. Les exportations des marchandises asiatiques devraient stagner à 0 %, après un solide +5,3 % en 2025, tandis que ses importations progresseront modérément de +2,7 %, en retrait par rapport aux prévisions d'avril. À l'inverse, l'Amérique du Nord subira un repli significatif de son commerce extérieur. Les exportations reculeront de 1,0 %, prolongeant la baisse observée en 2025, tandis que les importations connaîtront une chute plus marquée encore de 5,8 %, bien en dessous des prévisions initiales. Dans ce contexte, l'Asie apparaît comme la moins touchée par l'instabilité actuelle du commerce international. La nouvelle offensive que Donald Trump a engagée contre plusieurs partenaires visait en particulier la Chine, qui semble pourtant assez peu affectée par les droits de douane qu'impose Washington. Les services résistent mieux. En effet, toujours selon les prévisions de l'OMC, le numérique maintiendra une croissance soutenue (+6,1 % en 2025, puis +5,6 % en 2026). En revanche, les services commerciaux progresseront encore de 5,8 % en 2025, avant de ralentir à +5,1 % en 2026. Le transport montrera également des signes d'essoufflement (+2,5 %, puis +1,8 %).

L'ère des murs tarifaires : l'Europe face à un choix stratégique

Quant à l'Europe, elle devrait faire preuve d'une relative résilience malgré la révision à la baisse de l'OMC : les exportations de marchandises, initialement prévues à +2,5 % en 2026, ne progresseraient finalement que de 2 %, tandis que les importations, attendues à +2,7 %, ne s'élèveraient qu'à +0,8 %. Pour protéger son industrie face à la concurrence, notamment chinoise, la Commission européenne envisage de taxer jusqu'à 50 % l'acier importé, à l'image des mesures protectionnistes de Donald Trump. Ces surtaxes ont pour objectif de freiner les importations à bas coût, mais elles risquent, à court terme, d'alourdir les prix et de peser sur la demande intérieure. Déjà fragilisée par une baisse de productivité et le ralentissement industriel de ses principales économies, l'Europe pourrait voir sa croissance durablement freinée, et elle pourrait de moins en moins peser sur le commerce international. En 2026, la véritable bataille de la croissance se jouera sur ce choix stratégique : protéger (ou croire protéger) ses industries ou maintenir l'ouverture et la liberté commerciale qui ont toujours enrichi le monde.

Source : [Centrepoints.org](https://www.centrepoints.org) ; publié le 16 octobre 2025

L'or, baromètre de la défiance

Par Michel Santi, économiste (*)

Il ne promet pas la richesse, mais la sécurité. Il ne garantit pas la prospérité, mais la survie. L'or, dont l'once flirtait avec les 2 000 dollars encore en mars 2024, est sur le point de passer le cap de 4 400. En hausse de plus de 55 % sur un an, de 16 % rien que ce mois-ci, son accélération est spectaculaire. En tous points proportionnelle à la défiance quasi irrémédiable envers l'ordre financier mondial que révèle la flambée de cette relique barbare (termes de Keynes), détrônée le 15 août 1971 par Richard Nixon, qui suspend « temporairement » la convertibilité du dollar en or.

Quand le « provisoire » dure toujours

S'inspirant probablement de Clémenceau, selon lequel « rien n'est plus long que le provisoire » (qui dure toujours), le Président américain était parfaitement conscient — déjà à l'époque — qu'il y avait bien plus de dollars en circulation que d'or en réserves. Soixante-quatre ans plus tard, nous assistons en direct à l'application de « la loi de Thiers », du nom de l'un de nos anciens grands hommes politiques, Adolphe Thiers, premier Président de la III^e République.

Le discours visionnaire de Thiers en 1848

Extrait de son prononcé à l'Assemblée nationale le 16 septembre 1848, dans le cadre de la discussion sur la Constitution, où il aborde la question du papier-monnaie : « Le papier-monnaie — cette monnaie

dont la valeur dépend uniquement de la confiance publique — : quand cette confiance fait défaut, que devient-il ? Il se déprécie. Il perd ses garanties. Et alors, le travailleur, l'artisan, le commerçant ne veulent plus en recevoir, ou l'acceptent à un prix moindre. Il ne suffit pas de décréter que ce papier vaut une certaine somme : il faut que quelqu'un veuille l'échanger pour cette somme. Si l'échange ne se produit pas, la monnaie reste étrangère à l'économie réelle, et la société souffre. La monnaie n'est point une création arbitraire de la loi ; elle est une marchandise, une marchandise précieuse, choisie par le consentement universel des peuples. Quand l'État veut substituer son crédit à celui du métal, il tente de faire ce que la nature sociale ne permet pas. Le papier-monnaie, messieurs, est une illusion de richesse. Il ne crée pas de valeur réelle ; il ne fait que déplacer la richesse existante. Il est dangereux, car il peut être émis en trop grande quantité, dépréciant ainsi sa valeur. »

Une leçon d'économie toujours actuelle

Ne trouvez-vous pas ce discours étrangement moderne et adapté à nos circonstances actuelles, 177 ans plus tard ? S'ils en ont la liberté, affirmait Thiers, les gens choisiront naturellement la meilleure monnaie, celle en laquelle ils font confiance. Son principe, énoncé en 1848, mais étudié dans les facultés de sciences économiques du monde entier, éclaire le comportement des agents économiques qui thésaurisent la « bonne » monnaie et dépensent la «

mauvaise », de moindre valeur. Thiers connaissait son Histoire : celle où les empires de l'Antiquité avaient l'habitude, en périodes de difficultés, de diluer la concentration de leurs pièces d'or et d'argent !

De Thiers à Gresham : la mécanique des monnaies

Précisément le phénomène décortiqué par un conseiller de la reine Élisabeth I^{re} d'Angleterre au XVI^e siècle, Thomas Gresham, ayant découvert (à la suite d'Aristophane et de Copernic) que la « mauvaise » monnaie est systématiquement utilisée comme moyen de paiement, tandis que la « bonne » monnaie (celle ayant plus de valeur intrinsèque) est conservée. La loi de Gresham démontre comment la monnaie de qualité (quelle que soit sa nature) tend à se raréfier, voire à disparaître de la circulation, reléguée dans les coffres-forts — aujourd'hui sur les comptes-métal ou encore sur la blockchain pour les cryptomonnaies — tandis que la monnaie dépréciée inonde les marchés.

L'implosion annoncée du système fiduciaire

Ces divers principes s'appliquent aujourd'hui avec une pertinence glaçante. Les monnaies fiduciaires — dollar, euro, yen — semblent des coquilles vides, à peine encore soutenues par une confiance évanescence en des institutions vacillantes, en des banques centrales à bout de souffle. Symptômes manifestes de la perte de crédibilité du système et des pouvoirs en place : la Réserve fédérale américaine mise en échec par une réalité sur le terrain où le

prix de l'alimentation et du logement explose de 20 à 30 % en glissement annuel réel. Une Europe politique en lambeaux, dont la seule et unique fuite en avant consiste à se réarmer massivement, et à renouer ainsi avec ses vieux démons. Un Japon qui ne compte plus.

Les lois de Thiers et de Gresham, plus d'actualité que jamais

Les lois de Thiers et de Gresham ne sont pas des théories poussiéreuses. Elles dissèquent la mécanique impitoyable de notre implosion. À 4 400 dollars l'once d'or, l'empire monétaire occidental n'agonise plus lentement : il convulse. Les États-Unis d'Amérique affichent une dette qu'il est plus aisé de chiffrer à 40 trillions de dollars qu'à 40 mille-milliards. Pour la première fois de leur histoire, la charge annuelle de leur dette (1,16 trillion) dépasse ce qu'ils dépensent sur leurs armées (1,13 trillion). Le règlement des intérêts sur leur endettement surpasse donc le coût lié à la protection et à l'expansion de leur Empire. Je me demande ce que ferait Nixon, aujourd'hui, dans cette situation, car toutes les combines semblent épuisées. Après tout, la vraie richesse ne s'imprime peut-être pas ?

(*) Macro-économiste, spécialiste des marchés financiers et des banques centrales, écrivain.

Source : [La Tribune.fr](https://www.la-tribune.fr), publié le 20/10/25

HUILE D'OLIVE

La Tunisie veut capter plus de parts de marché en Chine

La Tunisie est le premier producteur et exportateur africain d'huile d'olive. Alors que la filière s'attend à une campagne 2025/2026 record, le gouvernement cherche à diversifier ses débouchés sur le marché international en vue de mieux gérer les surplus de production. Une délégation du ministère tunisien du Commerce et du Développement des exportations, conduite par Mourad Ben Hussein, directeur général du Centre de promotion des exportations (CEPEX), s'est rendue à Wuhan, dans la province chinoise du Hubei, dans le cadre des efforts de promotion de l'huile d'olive tunisienne sur le marché chinois. Selon les informations relayées par des médias tunisiens le vendredi 17 octobre dernier, les discussions avec les autorités chinoises ont porté sur les moyens de renforcer les services logistiques et portuaires pour faciliter les procédures commerciales et l'exportation de l'huile d'olive tunisienne vers cette province qui compte près de 60 millions d'habitants. Cette annonce intervient quelques jours après la directive du gouvernement de cibler les pays d'Asie et d'Amérique du Sud pour diversifier les expéditions d'huile d'olive tunisienne dont la production est attendue à des niveaux records en 2025/2026. La Chine est un marché secondaire pour l'huile d'olive tunisienne. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent par exemple que l'Empire du Milieu a importé 29 850 tonnes d'huile d'olive, pour une valeur totalisant près de 208,17 millions \$ en 2024. Sur ce marché, l'Espagne règne en maître, comptant pour 92 % des achats chinois en volume et 88 % en valeur. En comparaison, la Tunisie n'a expédié que 19 tonnes, générant des recettes d'exportation évaluées à 229 000 \$, la même année. Le gouvernement qui souhaite augmenter la part du pays sur le marché de l'huile d'olive dans l'empire du Milieu, aura également fort à faire avec la présence d'autres fournisseurs secondaires, mais mieux positionnés derrière l'Espagne comme l'Italie, l'Australie, la France ou la Grèce.

ARABIE SAOUDITE,

Futur géant mondial du tourisme ?

Le dernier rapport Saudi Arabia Hospitality Market Review 2025 de Knight Frank confirme l'ampleur de la mutation du Royaume. Porté par Vision 2030, l'objectif est clair : faire de l'Arabie saoudite l'une des dix premières destinations touristiques mondiales d'ici la fin de la décennie.

Selon Knight Frank, plus de 362 000 clés sont annoncées, planifiées ou en construction à horizon 2030 – dont 99 500 chambres déjà en phase finale de développement. Les projets se concentrent principalement à La Mecque, Médine, Riyad et Jeddah, avec une domination marquée du segment haut de gamme : 61 % de l'offre actuelle appartient déjà aux catégories luxury, upper-upscale ou upscale, et 78 % de l'offre à venir relèvera de ces segments supérieurs. Les géants mondiaux Hilton, Accor, Marriott, IHG et Radisson Hotel Group se partagent la majorité du parc hôtelier, tandis que les méga-projets touristiques – NEOM, The Red Sea Project, Jabal Omar ou encore Masar Makkah – concentrent à eux seuls plus de 250 000 clés (attendues d'ici 2030 !).

Le tourisme religieux reste une composante majeure

En 2024, 35,8 millions de pèlerins (domestiques et étrangers) ont effectué la Umrah, un record historique. Les villes saintes accueilleront d'ici 2030 252 000 nouvelles chambres, dont 64 % classées 4 et 5 étoiles. À cela s'ajoute un besoin logistique considérable : jusqu'à 322 000 membres du



personnel hôtelier devront être logés dans les Holy Cities d'ici la fin de la décennie.

Un boom soutenu par la performance du marché

L'année 2024 a enregistré le plus fort excédent touristique de l'histoire du Royaume, atteignant 49,8 milliards SAR (environ 11,5 milliards d'euros), soit une hausse de 13,8 % des dépenses des visiteurs internationaux. Les indicateurs de performance hôtelière (ADR, RevPAR,

taux d'occupation) se maintiennent à des niveaux supérieurs aux moyennes régionales, traduisant un marché solide, dopé par les investissements publics et privés. Avec un total projeté de 150 millions de visites annuelles d'ici 2030, l'Arabie saoudite se positionne comme un futur hub mondial du tourisme, combinant spiritualité, culture, nature et luxe expérientiel. Son pari ? Réussir la transition d'un tourisme exclusivement religieux vers une offre internationale diversifiée – écotourisme, loisirs, affaires, et hospitalité ultra-luxe.

LIBYE

KLN avance sur le projet gazier offshore WHPA

KLN Logistics Group Limited, par l'intermédiaire de sa division KLN Project, a annoncé une progression décisive sur le chantier de la plateforme Wellhead Platform A (WHPA) dans le champ gazier offshore de Bahr Essalam, en Libye. En tant que chef de consortium désigné par Mellitah Oil & Gas Company, KLN pilote ce projet d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et d'installation (EPCI), l'un des plus vastes de la Méditerranée, avec une valeur contractuelle dépassant les HK\$10bn (\$1.28bn).

Cap sur 2027 pour l'entrée en service

Lancé en 2024, le projet a franchi un jalon technique entre juin et juillet 2025 avec le début de la fabrication des modules clés : le topside, la structure jacket et les quartiers de vie de l'équipage. Ces composants, totalisant 20 000 tonnes de structures métalliques, sont en cours d'assemblage pour permettre une mise en service conforme au calendrier initial de livraison prévu pour 2027. KLN est chargé de la supervision globale du projet, de l'acquisition d'équipements techniques spé-

cialisés et de la coordination des phases d'installation en mer. Son approche centralisée permet de maintenir l'ensemble des opérations sur les rails, en termes de délais, de qualité et de logistique, malgré les contraintes associées aux chantiers offshore de grande envergure. Marco Oriolo, Chief Executive Officer de Global Industrial Projects chez KLN Project, a déclaré que « les progrès réalisés depuis deux ans sur le projet WHPA témoignent de notre capacité à livrer des plateformes offshore critiques avec rigueur et maîtrise opérationnelle ». Il a ajouté que le consortium restait

mobilisé pour livrer une installation essentielle à la stabilité énergétique régionale. Présente dans les projets d'infrastructure énergétique en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie, la division KLN Project poursuit son expansion stratégique. Le chantier WHPA s'inscrit dans sa volonté d'investir dans des projets industriels à long terme, alignés avec la demande croissante en infrastructures de production gazière. L'activité projets industriels du groupe devrait constituer un axe majeur de croissance du chiffre d'affaires au cours des prochaines années.

MAURITANIE

Aura Energy confie à Philip Mitchell la direction du projet d'uranium Tiris

Depuis quelques mois, Aura Energy mène des négociations auprès de partenaires stratégiques pour obtenir les 230 millions \$ nécessaires au développement de son projet d'uranium Tiris en Mauritanie. L'objectif est d'évoluer vers une décision finale d'investissement d'ici fin 2025. Dans une note publiée ce lundi 20 octobre, Aura Energy a annoncé la démission avec effet immédiat de son Directeur général Andrew Grove, en

poste depuis janvier 2024. Philip Mitchell, actuellement président exécutif, a été désigné pour assurer la continuité des opérations de la société, qui développe notamment le projet d'uranium Tiris en Mauritanie. « M. Mitchell conservera ses fonctions et assumera la responsabilité de la gestion opérationnelle quotidienne, assurant ainsi la continuité, notamment concernant les flux de travail critiques actuels, les discussions avec la société américaine de financement du développement inter-

national, et les partenaires stratégiques potentiels » indique le communiqué. Prévue pour entrer en service à l'horizon 2027, Tiris est capable de produire à terme 2 millions de livres d'uranium par an, selon Aura. La société a fait état ces derniers mois de pourparlers avec des partenaires stratégiques, dont une « banque de développement occidentale », pour mobiliser les 230 millions USD nécessaires au lancement de la construction du projet. Peu de détails ont toutefois filtré à ce stade sur

l'état d'avancement des discussions. Un dossier clé sur lequel Philip Mitchell devra ainsi travailler, alors qu'Aura envisage de prendre une décision finale d'investissement d'ici fin 2025. L'atteinte de cette étape, ouvrant la voie au démarrage des travaux de construction, sera déterminante pour le respect du calendrier de développement de Tiris. Ceci dans un contexte où la demande mondiale d'uranium est appelée à doubler d'ici 2040, selon la World Nuclear Association.

GABON

La relance pétrolière passe par les grandes compagnies étrangères

Confronté à l’arrivée à maturité de plusieurs de ses gisements producteurs, le Gabon a assisté à la baisse de la production d’huile ces dernières années. Les autorités multiplient les initiatives en vue de ralentir, voire inverser cette tendance.

Face au recul de sa production pétrolière, le Gabon tente de relancer son secteur pour enrayer l’érosion de ses revenus d’hydrocarbures. Selon le ministère du Pétrole cité jeudi 16 octobre par la presse locale, le pays compte s’appuyer sur plus de 70 % du domaine pétrolier national encore disponible pour concrétiser cet objectif. Cette relance dépend largement des grandes compagnies étrangères qui y sont déjà actives. Ainsi au troisième trimestre 2025, TotalEnergies, Perenco et Assala Energy concentrent plus de 80 % de la production nationale, estimée entre 220 000 et 236 000 barils par jour entre fin 2024 et début 2025. La structure du secteur pétrolier gabo-

nais reste dominée par un petit nombre d’opérateurs qui concentrent l’essentiel des moyens techniques et financiers. Perenco, par exemple, poursuit l’exploitation des champs matures en onshore et en eaux peu profondes, tandis que TotalEnergies détient plusieurs permis offshore, dont certains en phase d’évaluation. En 2024, la société publique Gabon Oil Company (GOC) a démarré l’acquisition d’Assala Energy, ex-filiale du fonds américain Carlyle Group, pour environ 1,3 milliard USD, selon Enerdata. Cette opération a accru la présence publique dans l’amont pétrolier, mais la production reste majoritairement assurée par des opérateurs étrangers.

Les hydrocarbures continuent de peser fortement dans l’économie gabonaise. D’après Trade.gov, ils représentaient environ 51 % du PIB en 2022 et près de 80 % des exportations. Cette forte dépendance rend la baisse de production observée depuis plus d’une décennie particulièrement sensible pour les finances publiques. L’Agence Ecofin a rapporté, au début d’octobre 2025, que le Gabon prépare une réforme majeure de son cadre juridique des hydrocarbures. Une évolution qui prévoit l’introduction de deux législations distinctes, dont l’une dédiée au pétrole et l’autre au gaz, en remplacement du Code unique de 2019.

TOGO

L’AFD et la Global Energy Alliance appuient un projet pilote de stockage d’énergie

Alors que le Togo cherche à diversifier son mix électrique et à intégrer davantage d’énergies renouvelables au réseau national, le stockage par batteries commence à être intégré aux réflexions publiques sur la stabilisation du système. L’Agence française de développement (AFD) et l’organisation Global Energy Alliance for People and Planet (GEAPP) ont annoncé la signature d’un accord pour financer des études de faisabilité en vue d’un projet pilote de stockage d’énergie par batte-

ries au Togo. Ces études doivent notamment définir les contours d’un projet d’une capacité envisagée de 55 MW, et contribuer à l’élaboration d’une feuille de route nationale pour l’intégration future de solutions de stockage dans le système électrique. « Les engagements ambitieux du Togo en matière d’énergie apporteront de l’énergie propre, de l’air pur, des emplois et des opportunités à des millions de personnes. C’est à cela que ressemble un véritable leadership :

fixer des objectifs nationaux audacieux et des voies pratiques pour les atteindre », a déclaré Woochong Um, PDG de la GEAPP. Cette initiative intervient dans un contexte où, selon le Pacte national énergétique (Mission 300) pour le Togo, le stockage par batteries est identifié comme une option à considérer pour accompagner la montée du solaire dans le mix électrique. Les autorités soulignent que l’intermittence des renouvelables, notamment en fin de journée,

conduit encore le pays à recourir aux importations régionales ou à des solutions thermiques. Selon les projections de ce même Pacte, le Togo vise un accès universel à l’électricité d’ici 2030, et une part de 63 % d’énergies renouvelables dans la capacité installée, contre environ 26 % aujourd’hui. Il prévoit également un déploiement progressif de capacités de stockage, avec 156 MWh à installer d’ici 2030, contre seulement 4 MWh opérationnels actuellement.

KENYA

Nairobi planche sur un programme d’intégration de drones à grande échelle dans l’agriculture

Au Kenya, le secteur agricole contribue à hauteur de 21,3 % au PIB et emploie environ 32 % de la population active. Le gouvernement souhaite accélérer la modernisation du secteur à travers une meilleure intégration des technologies de précision. Le ministère kenyan de l’Agriculture, à travers le Centre de ressources d’informations agricoles, travaille à l’élaboration d’une feuille de route nationale pour déployer des technologies de drones dans des exploitations de tout le pays. L’annonce a été faite dans un communiqué publié le mercredi 15 octobre et précisant que cette initiative s’inscrit dans une collaboration avec Fahari Aviation, une filiale de Kenya Airways créée en 2021 pour développer des services de drones, de mobilité aérienne urbaine et de formation en aviation.

Selon les autorités, le plan vise à répondre à plusieurs défis urgents dans l’agriculture et l’élevage, notamment la dégradation des sols, l’utilisation inefficace des intrants, les invasions de ravageurs ou encore les risques liés au climat. « Les drones permettront une surveillance en temps réel de la santé des sols, aidant les agriculteurs à effectuer des interventions ciblées pour améliorer leur qualité. Ils contribueront aussi à optimiser l’utilisation des engrais et pesticides, tout en détectant précocement les infestations afin de permettre une réaction rapide et une meilleure protection des cultures » souligne le communiqué.

Un concept déjà porté par le privé

Plusieurs acteurs privés expérimentent déjà l’usage des drones pour moderniser la production agricole. En 2021 par

exemple, l’entreprise DigiFarm, filiale de la société de télécommunication Safaricom Company, s’est associée à l’entreprise de drone Astral pour offrir des services de pulvérisation de produits phytosanitaires sur les cultures dans l’Ouest du Kenya. En 2022, Kipkebe Ltd, filiale du groupe agroalimentaire Sasini PLC, a signé un accord avec Fahari Aviation pour expérimenter la pulvérisation et la fertilisation aérienne sur ses plantations de thé, toujours dans l’Ouest. La démarche visait à réduire de près de 50 % les coûts et le temps d’application des intrants. D’autres start-up comme Dronector, Skyfield Aerotech, Skymap Africa ou encore Hover Mode développent aussi des services de cartographie, de surveillance phytosanitaire et d’application d’engrais de précision dans le pays.

GUINÉE

Le pays actualise son PIB et affiche une croissance structurelle de 51,2 %

La République de Guinée a finalisé un important exercice de rebasage de son Produit Intérieur Brut (PIB), mené par l’Institut National de la Statistique (INS) sous la supervision du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. Cette révision, réalisée avec l’appui du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et d’AFRISTAT, fait apparaître une hausse du PIB de 51,2 %, traduisant une image plus fidèle et plus complète de la structure économique nationale. Le rebasage, qui actualise l’année de référence des comptes nationaux de 2006 à 2018, marque une avancée majeure pour les statistiques économiques du pays. Le nombre de secteurs pris en compte a été porté à 104 branches d’activités et 187 produits économiques, contre respectivement 34 et 54 auparavant. Ce travail intègre désormais de nouvelles sources de données : agriculture, emploi, secteur informel, transferts de fonds, recherche et numérique, pour refléter pleinement le dynamisme de l’économie guinéenne. Les résultats mettent en évidence la robustesse et la diversification croissante de l’économie nationale :
• PIB 2018 : 161 539,2 milliards GNF (contre 106 845,3 milliards auparavant) ;
• PIB 2024 : 311 898 milliards GNF, soit environ 36,3 milliards USD ;
• Croissance moyenne : 6,1 % entre 2021 et 2024 ;
• Taux d’endettement : 29,07 %, en nette amélioration par rapport à 45 % précédemment ;
• PIB par habitant : 2 068 USD, contre 1 345 USD avant rebasage.
« Le rebasage du PIB n’est pas une simple opération statistique. Il offre à la Guinée une boussole économique fiable et une base solide pour planifier son avenir. C’est un outil de crédibilité et de transparence, au service de notre souveraineté économique », déclare S.E. Ismaël Nabe, Ministre du Plan et de la Coopération Internationale. Une réforme qui s’inscrit dans une dynamique plus large de modernisation de la gouvernance économique. En septembre 2025, l’agence Standard & Poor’s a attribué à la République de Guinée sa première notation souveraine (B+ avec perspective stable), saluant la solidité macroéconomique, la discipline budgétaire et les réformes structurelles engagées. Cette reconnaissance internationale vient renforcer la confiance des investisseurs et soutenir la mise en œuvre du Programme Simandou 2040, feuille de route nationale pour transformer les ressources naturelles en prospérité partagée et durable. Le rebasage du PIB positionne la Guinée dans les standards internationaux de transparence économique et témoigne de sa capacité à maîtriser ses fondamentaux de développement. Cette étape majeure traduit la vision du Président de la République, Son Excellence le Général Mamadi Doumbouya, de bâtir une Guinée moderne, souveraine et résiliente, portée par des institutions solides et des données fiables.

BOURSE ZURICH

À contre-courant du rebond européen

La Bourse suisse évoluait toujours sous la surface mardi à l'approche de la mi-journée, contrastant avec ses consoeurs du Vieux continent.

Paris (+0,2%), Londres (+0,3%) ou encore Francfort (+0,1%) profitaient de l'apparente détente dans les frictions commerciales entre Washington et Pékin, ainsi que d'une ouverture de la saison des résultats d'entreprises prometteuse outre-Atlantique. "Sur les 58 sociétés du S&P 500 à avoir publié leurs copies, 86% ont dépassé les attentes en matière de bénéfice et 81% en matière de revenus," s'enthousiasme Luis Ruiz, analyste chez CMC Markets. Le commerce extérieur helvétique a connu un second trimestre de contraction entre juillet et fin septembre, avec une érosion plus rapide des exportations que des importations. Les envois en direction des Etats-Unis notamment ont poursuivi leur déclin amorcé sur le partiel précédent. Le solde commercial demeure néanmoins confortablement positif, y compris avec le pays de l'oncle Sam.

A 10h30, le Swiss Market Index cédait 0,27% à 12'600,99 points et le Swiss Leader Index (SLI) 0,33% à 2032,59 points. Les perdants dominaient nettement le classement des trente principales valorisations. Le Swiss Performance Index (SPI) abandonnait 0,31% à 17'315,25 points. Les poids lourds pharmaceutiques Roche (-0,5%) et Novartis (+0,4%) suivaient toujours des directions opposées. Le paquebot alimentaire Nestlé reculait de 0,5%. Le mastodonte des matériaux de construction orienté vers l'Amérique du Nord Amrize (inchangé) ne profitait guère plus de la recommandation à l'achat de son titre formulée par Kepler Cheuvreux. Son ancienne maison-mère Holcim s'enrobait encore de 0,4%. Les valeurs du luxe réagissaient diversement au dernier pointage sur les exportations horlogères. Le gestionnaire ge-

nevois de marques Richemont demeurait impassible, quand son concurrent biennois Swatch (-2,5%) creusait son retard sur le reste du SLI. Le spécialiste de l'audition Sonova (+0,4%) fait l'étal de ses nouveautés à l'occasion d'un congrès européen du secteur. La palme du moment revenait à Swiss Re (+0,5%), sans indication particulière. Le producteur de soupapes à vide VAT Group (-1,8%) assiste à une multiplication des dégradations de recommandation et abaissements d'objectifs de cours à l'encontre de son titre. Sur le marché élargi, la volatile AMS-Osram (+6,5%) profitait de l'adage "achète la rumeur, vends le fait" au len-

demain de supputations autour d'un partenariat entre le fabricant autrichien de puces et le béhémoth étasunien des réseaux sociaux Meta. Montana Aerospace décollait de 8,5%, carburant à une recommandation à l'achat de son action de la part de la Banque cantonale de Zurich. Le laboratoire irlandais d'origine transalpine Cosmo Pharmaceuticals (-1,8%) a fini par obtenir un feu vert européen pour sa crème contre l'acné Winlevi. Le spécialiste de la connectique Huber+Suhner s'adjudgeait 1,2%. Le groupe appenzellois a fait le plein de commande au troisième trimestre, laissant augurer une dynamique retrouvée en termes de ventes aussi.

FRANCE

La Bourse de Paris évolue proche de son record

La Bourse de Paris évoluait en petite hausse en début de séance mardi, à un rythme qui pourrait mener le CAC 40 tout prêt de son record de clôture, alors qu'une kyrielle de résultats et nouvelles d'entreprises sont attendus. L'indice CAC 40 gagnait 0,24% vers 10h00 locales, à 8225,48 points alors que son dernier sommet en clôture, qui date du mois de mai, s'était inscrit à 8239,99 points. Lundi, l'indice vedette de la Bourse de Paris avait pris 31,87 points, soit +0,39%, à 8206,07 points. Le marché était encouragé par l'espoir d'un apaisement des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis tandis que la Bourse de Tokyo a été soutenue par la nomination de Sanae Takaichi comme Première ministre, une conservatrice en faveur du soutien à l'économie. Sur le marché français L'Oréal (-0,39%) doit présenter mardi, après la clôture de la séance, son chiffre d'affaires du troisième trimestre, moins de 48 heures après l'annonce de la plus grosse acquisition de son histoire. Le numéro un du parfum va acquérir, pour 4 milliards d'euros, la division beauté du groupe de luxe Kering, un investissement stratégique. «Avec cette opération, L'Oréal devient désormais clairement le leader incontesté du parfum au niveau mondial», estime dans une note la banque Oddo BHF. Le chiffre d'affaires de Vivendi (+1,53%), le groupe de Vincent Bolloré, est aussi au programme après la fermeture de la séance. Sur le marché obligataire, un

léger repli du taux d'intérêt des emprunts d'Etat français a dix ans qui s'inscrit à 3,35% eu lieu de 3,36% la veille reflète «un impact très modéré de la dégradation anticipée de la note de la France par l'agence S&P», ont souligné les analystes de Natixis.

Edenred bondit

Edenred, société de services prépayés qui commercialise notamment les Ticket Restaurant, a confirmé mardi ses objectifs pour 2025 et reste confiante sur les perspectives de croissance des titres-restaurant malgré un environnement réglementaire changeant, des perspectives saluées à la Bourse de Paris. Le titre prenait 12,10% à 23,35 euros. Le groupe, qui présentera le 4 novembre son nouveau plan stratégique à trois ans, a dégagé un chiffre d'affaires de 726 millions d'euros au troisième trimestre, en hausse de 6,5% sur un an et supérieur aux attentes des analystes (707 millions d'euros). Le géant français des laboratoires d'analyses Eurofins Scientific a poursuivi l'accélération de son activité au troisième trimestre et confirmé mardi ses objectifs pour l'exercice 2025, mais il anticipe un possible impact négatif du renforcement de l'euro face au dollar. Le chiffre d'affaires trimestriel a progressé de 4,6% à 1,8 milliard d'euros, un peu en dessous du consensus des analystes de Factset qui attendaient 1,81 milliard d'euros.

POINT-MARCHÉS

L'Europe prudente avant de nombreuses publications d'entreprises aux Etats-Unis

Les places européennes font preuve de calme, mais les réactions aux publications d'entreprises sont spectaculaires. Pour le meilleur ou pour le pire. D'autres résultats d'importance sont attendus avant l'ouverture de Wall Street, comme ceux de Coca Cola, General Motors ou encore Lockheed Martin. Les intervenants surveilleront l'évolution de la guerre commerciale sino-américaine et toute actualité concernant le "shutdown". En attendant, le CAC 40 avance de 0,11%, à 8215

points, le DAX à Francfort cède 0,12%, à 24 230 points, tandis que l'EuroStoxx 50 est quasi-stable (-0,04%), à 5 679 points. En Europe, le Suédois Getinge (+2,93%, à 223,25 couronnes suédoises) se distingue en bourse après la présentation de résultats trimestriels en hausse. Entre juillet et septembre, le spécialiste des équipements médicaux a vu ses ventes nettes progresser de 9,5% en organique, contre une progression de seulement 0,2% un an plus tôt. Parallèlement, les

prises de commandes ont connu une hausse de 4,7%, loin de la croissance de 7,4% enregistrée il y a un an. A Paris, confortablement installé à la première place de l'indice CAC 40, Edenred bondit de 14,40%, à 23,83 euros, après avoir enregistré "des résultats légèrement supérieurs aux attentes" au troisième trimestre tout en confirmant ses objectifs annuels, note Jefferies. Le spécialiste des systèmes de paiement à usages spécifiques au service des entreprises, des salariés et des commer-

çants entraîne dans son sillage Pluxee (+5,33%, à 16,21 euros) qui signe la troisième plus forte hausse de l'indice SBF 120. A l'inverse, Eurofins Scientific (-7,17%, à 59,32 euros) signe, de loin, la plus forte baisse de l'indice CAC 40. Le groupe a dévoilé son chiffre d'affaires trimestriel et confirmé ses objectifs financiers annuels, mais ces derniers devraient être affectés par les taux de change. Entre juillet et septembre, les revenus du groupe se sont élevés à 1,803 milliard d'eu-

ros, en hausse de 4,6% en publié, ou de 4,1% en organique. Les analystes d'Invest Securities révèlent toutefois que le consensus tablait sur un chiffre d'affaires plus important, à 1,814 milliard d'euros.

Les chiffres macroéconomiques du jour

Aucune statistique d'importance n'est programmée ce mardi. Sur le marché des devises, l'euro recule face au billet vert (-0,20%), il se négocie à 1,1623 dollar.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 21 Octobre 2025					
Valeur : 23 Octobre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.0296	130.0446
1	EUR	EURO		151.1464	151.1768
1	GBP	POUND STERLING		174.0225	174.1358
100	JPY	JAPANESE YEN		85.8281	85.8664
1	CNY	CHINESE YUAN		18.2700	18.2726
1	CHF	SWISS FRANC		163.8891	163.9700
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.4754	92.4926
1	DKK	DANISH KRONE		20.2368	20.2410
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8069	13.8109
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9113	12.9155
1	AED	UAE DIRHAM		35.4005	35.4065
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6699	34.6758
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.6558	424.8435
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1503	44.5940
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1581	14.1598
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9034	24.0263
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2565	3.2666
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5883	177.5883

DÉPOURVUE DE MAJORITÉ ABSOLUE

La nouvelle première ministre japonaise devra batailler pour relancer l'économie du pays

Le Japon replonge dans la turbulence politique. Le gouvernement de Sanae Takaichi, est bâti sur une coalition fragile.

Deux voix manquantes pour atteindre la majorité absolue. C'est l'équilibre fragile avec lequel s'ouvre le mandat de Sanae Takaichi. Chaque loi, chaque amendement devra être renégocié au cas par cas. La coalition traditionnelle, au pouvoir depuis 26 ans, a implosé lorsque le Komeito (parti centriste) a quitté son allié historique, les conservateurs du PLD, jugeant la ligne de la nouvelle cheffe de gouvernement trop à droite, trop belliciste. Deux semaines de chaos plus tard, Takaichi a trouvé un accord de dernière minute... en se tournant vers sa droite. Le PLD sera désormais soutenu par le Nippon Ishin (Parti de l'innovation japo-

naise). Un partenaire qui partage la fermeté de la nouvelle Première Ministre vis-à-vis de la Chine et sa position dure vis-à-vis de l'immigration. Pour faire revivre les Abenomics — relance budgétaire et politique monétaire ultra-accommodante — Takaichi va devoir batailler. Shinzo Abe avait déjà peiné à faire adopter ce type de politiques alors qu'il disposait d'une majorité solide ; sa dauphine devra manœuvrer dans un couloir politique bien plus étroit. La gestion de l'inflation, des salaires réels et de la dette publique japonaise s'annonce particulièrement complexe pour la nouvelle dirigeante. Cette fragilité alimente les ambitions des

partis d'opposition, absents du pouvoir depuis près de 70 ans. Plusieurs estiment que le moment est venu pour imposer une nouvelle offre politique. Mais même sans provoquer de chute immédiate du gouvernement, ces forces pourront monnayer les deux voix décisives manquantes – en échange de concessions sur leurs priorités. Et même dans le camp de la nouvelle première ministre, cette faiblesse pourrait ouvrir la voie à des revendications poussées. Le parti Ishin, nouvel allié de la coalition, a déjà su tirer profit de sa nouvelle position de force, en imposant ses sujets à l'agenda du futur gouvernement.

"ELLE VA DEVOIR RENVOYER 80% DE SES EMPLOYÉS"

Trois semaines après le shutdown, l'agence de sécurité nucléaire américaine touchée à son tour par la paralysie budgétaire

Vingt jours après le début de la paralysie budgétaire aux États-Unis, ses effets s'étendent à toujours davantage de secteurs de l'État fédéral et touchent même lundi la dissuasion nucléaire du pays. Elle non plus n'échappe pas à la paralysie budgétaire américaine. L'agence de sécurité nucléaire nationale, la NNSA, doit mettre dans la journée quelque 1.400 fonctionnaires fédéraux au chômage technique, tandis que moins de 400 resteront en

poste pour assurer la maintenance des ogives nucléaires américaines durant ce "shutdown", a affirmé vendredi Ben Dietderich, porte-parole du ministère de l'Energie à la chaîne CNN. L'élu républicain Mike Rogers, qui préside la commission des forces armées à la Chambre des représentants, avait déclaré le même jour avoir été informé que la NNSA était "sur le point d'épuiser les fonds de secours qu'elle utilisait". "Elle va devoir renvoyer 80% de ses employés",

avait affirmé l'élue, précisant ensuite que ceux-ci seraient mis au chômage technique, mais pas limogés. "Ce ne sont pas des employés que vous voulez voir rentrer chez eux. Ils s'occupent d'un atout stratégique très important pour nous. Il faut qu'ils soient au travail et qu'ils soient payés", a-t-il insisté. Selon deux sources au sein de la NNSA citées par CNN, aucune menace immédiate pour la sécurité nationale n'est cependant à craindre

pour le moment. Le "shutdown" a débuté le 1er octobre avec l'expiration du budget des USA. Depuis, les républicains de Donald Trump et l'opposition démocrates ne parviennent pas à s'entendre pour sortir de l'impasse. Les républicains proposent de prolonger le budget actuel, avec les mêmes niveaux de dépenses, tandis que les démocrates réclament une prolongation de subventions pour des programmes d'assurance santé à destination de ménages à bas revenus.

ARGENTINE-ETATS-UNIS

Les deux pays signent un accord d'échange de devises

La Banque centrale de la République argentine (BCRA) a annoncé avoir signé un accord de stabilisation du taux de change avec le Trésor américain pour un montant de 20 milliards de dollars. "L'objectif de cet accord est de contribuer à la stabilité macroéconomique de l'Argentine, en mettant particulièrement l'accent sur le maintien

de la stabilité des prix et la promotion d'une croissance économique durable", a déclaré lundi la BCRA dans un communiqué. Cette annonce fait suite à des réunions entre l'équipe économique du gouvernement argentin et des responsables américains à Washington, notamment une rencontre entre le ministre argentin de l'Economie, Luis Caputo,

et le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, ainsi qu'une rencontre entre le président argentin Javier Milei et le président américain Donald Trump le 14 octobre. "L'accord établit les modalités et conditions des opérations bilatérales d'échange de devises entre les deux parties", a indiqué la banque. "Ces opérations permettront à la

BCRA d'élargir la gamme des instruments de politique monétaire et de taux de change disponibles, notamment en renforçant la liquidité de ses réserves internationales, conformément aux fonctions réglementaires établies dans sa charte organique", a-t-elle ajouté. La BCRA a souligné que cet accord s'inscrivait dans le cadre d'une "stratégie globale" visant

à renforcer la politique monétaire de l'Argentine et à "consolider" la capacité de la banque centrale à "réagir aux conditions susceptibles d'entraîner des épisodes de volatilité sur les marchés des changes et des capitaux". Cette annonce intervient quelques jours avant les élections législatives argentines prévues le 26 octobre courant.

DROITS DE DOUANE

Le Premier ministre canadien met du baume sur la relation avec les Etats-Unis de Trump

Mark Carney est revenu à la Maison-Blanche alors que son pays n'a pas signé de « deal » tarifaire avec Donald Trump. Les deux hommes ont affiché leur entente. En ligne de mire, la renégociation du traité de libre-échange d'Amérique du Nord en 2026. Alors que la guerre tarifaire frappe durement le Canada, l'un des rares pays n'ayant pas encore passé de « deal » bilatéral avec l'administration Trump, les deux hommes devaient tracer des perspectives pour l'accord de libre-échange qui doit être renégocié en 2026.

Examen de passage réussi pour Mark Carney. Avant leur discussion, les deux hommes ont affiché leur bonne entente lors d'une conférence de presse dans le Bureau ovale qui s'est terminé dans de joyeux éclats de rire. «J'aime le Canada», a protesté Donald Trump, «nous avons un conflit de business tout à fait naturel, il n'y a rien de mal à ça». «Le problème, c'est qu'ils veulent des constructeurs auto, et moi aussi je veux des constructeurs auto», a-t-il résumé. Si les droits de douane imposés au Canada sont plus élevés que ceux imposés à l'Europe, c'est «parce que nous

sommes situés juste à côté l'un de l'autre», ce qui aiguise la concurrence. Donald Trump n'a pas donné signe d'être prêt à faire des concessions sur ses tarifs douaniers unilatéraux. Cela n'a pas empêché Mark Carney d'exprimer son optimisme : «Nous sommes le plus grand investisseur étranger aux Etats-Unis», a-t-il dit, en évoquant la possibilité de monter à 8.000 milliards de dollars. «Il y a des domaines où nous sommes en concurrence, mais il y en a encore plus où nous sommes plus forts ensemble. Nous allons parvenir à un bon accord», a-t-il clamé.

« Je pense qu'il va poser des questions sur les droits de douane, parce que beaucoup d'entreprises du Canada démenagent aux Etats-Unis », avait supposé Donald Trump lundi, répondant aux questions des journalistes sur l'objet de la rencontre avec Mark Carney. De fait, les droits sectoriels sur l'automobile, l'acier et l'aluminium (50 %), et récemment sur le bois de construction, ont déjà fait des dégâts au nord. General Motors a annoncé 2.000 licenciements dans une usine de camions de l'Ontario et Stellantis a arrêté son projet de fabrication d'une nouvelle Jeep au Canada.

IMPÔT SUR LE REVENU, EXIL FISCAL, PENSIONS ALIMENTAIRES (FRANCE)

Ces amendements au budget 2026 adoptés en commission des finances

Les députés apportent leurs premières retouches au projet de loi de finances du gouvernement. La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté plusieurs dizaines d'amendements ce lundi 20 octobre, dont certains touchant à des mesures phares proposées par l'exécutif pour le budget 2026. Le Figaro fait le point sur ces changements.

Le barème de l'impôt sur le revenu relevé

Agité comme un épouvantail par le gouvernement Bayrou lorsqu'il tentait de faire adopter son budget 2025 après la censure, le gel du barème de l'impôt sur le revenu était cette fois-ci présenté par l'exécutif comme un effort raisonnable pour atteindre plus vite les objectifs de réduction du déficit. Mais les députés ont décidé un dégel partiel en commission : le plafond de la première tranche, celle qui déclenche l'imposition, est revalorisé à 11.611 euros par an, au lieu de 11.497 euros, ce qui correspond à l'inflation (1%). Cela devrait permettre d'éviter de rendre 200.000 nouveaux ménages imposables en 2026.

Un incident AWS perturbe des sites et services mondiaux

Une panne de résolution DNS du point de terminaison de l'API DynamoDB en Caroline du Nord affecte une soixantaine de services du fournisseur de cloud américain. Avec pour effet de provoquer des dysfonctionnements et des indisponibilités en cascade dans le monde, chez Perplexity, Asana, Bank of Scotland, entre autres.

Une panne DynamoDB d'AWS en Caroline du Nord perturbe depuis le début de la matinée de nombreux sites et services web mondiaux. « Nous avons identifié une cause potentielle des taux d'erreur pour les API DynamoDB dans la région US-East-1 (Caroline du Nord). D'après notre enquête, le problème semble être lié à la résolution DNS du point de terminaison de l'API DynamoDB dans US-East-1 », a expliqué AWS à 02h01 (11h01 heure française). Pour rappel ce service de base de données NoSQL est très utilisé par les fournisseurs de sites et services web ayant des besoins importants en matière de récupération, stockage et traitement d'importants volumes de données. Ce problème affecte également d'autres services du fournisseur américain dans cette région. En quelques heures, leur nombre n'a cessé d'augmenter

pour atteindre vers 11h30 une soixantaine incluant database migration service, identity and access management, cloudwatch, polly, cloudfront, elastic compute cloud et kubernetes service... Avec pour conséquences des dysfonctionnements et interruptions d'un grand nombre de sites et services web mondiaux reposant sur ces solutions. « Perplexity est actuellement indisponible. Le problème provient d'un dysfonctionnement d'AWS. Nous travaillons à sa résolution », a expliqué Aravind Srinivas, le CEO du service. Des banques en ligne ont également été perturbées comme Lloyds Bank, Halifax et Bank of Scotland, de même que des services divers comme Asana, Coinbase, Snapshat, Vodafone... Aux États-Unis, plus de 20 000 signalements « potentiellement liés aux problèmes AWS » ont été effectués ces dernières heures indique Downtetector.

Des premières mesures d'atténuation en place

La résolution de cet incident est en cours. « Nous avons appliqué les premières mesures d'atténuation et observons les premiers signes de rétablissement pour certains services AWS affectés. Pendant cette période, les requêtes peuvent continuer à échouer pendant que nous travaillons à la résolution complète du problème. Nous recommandons aux clients de réessayer les requêtes qui ont échoué. Même si les requêtes commencent à aboutir, il peut y avoir une latence supplémentaire et certains services auront un retard à rattraper, ce qui peut prendre plus de temps pour être entièrement traité », a fait savoir AWS à 02h22 (11h22 heure française). Et d'indiquer 5 minutes plus tard qu'il constatait « des signes significatifs de reprise ».

C'est quoi ce supercalculateur de la taille d'un livre que vient de sortir Nvidia ?

En 2010, le CEA était équipé du Tera-100 de Bull, c'était alors le plus puissant des supercalculateurs européens. Il parvenait à délivrer jusqu'à 1,05 Pétaflops en calcul pur grâce à ses 17 296 processeurs Xeon. Il consommait près de 5,6 MW et occupait plusieurs dizaines de mètres carrés. Il a coûté plusieurs dizaines de millions d'euros. Imaginez maintenant qu'un supercalculateur spécialisé dans la simulation nucléaire, la recherche climatique ou encore la modélisation scientifique tienne dans un boîtier de mini-PC et ne coûte qu'environ 4 000 euros pour une consommation limitée à 170 W. C'est exactement ce que propose le DGX Spark, que Nvidia vient tout juste de commercialiser. Le fondateur, l'a surnommé, « le plus petit supercalculateur d'IA au monde », car son point

fort réside effectivement dans l'IA, plutôt que la puissance de calcul brute. Le DGX Spark est conçu pour permettre à des particuliers ou des entreprises de travailler sur des modèles d'IA sophistiqués. Pour cela, il est animé par la superpuce GB10 Grace Blackwell de Nvidia. Il s'agit d'un SoC gravé en 3 nm qui combine CPU, GPU et 128 Go de mémoire unifiée dans un seul package ultra-compact. Le CPU est doté de 20 cœurs ARM (v9.2) optimisés pour le calcul haute performance et l'efficacité énergétique. De son côté, le GPU Blackwell intégré embarque des cœurs Tensor de 5e génération. C'est cet assemblage positionné sur le même SoC qui permet de réaliser un million de milliards de calculs par seconde. Ainsi, ce mini-PC sait gérer des modèles d'IA comportant jusqu'à 200 milliards de paramètres.

Pour le stockage, le DGX Spark peut accueillir jusqu'à 4 To de stockage SSD NVMe. Tout ce petit monde tient dans un boîtier minuscule d'ordinateur de bureau et est alimenté par une prise de courant standard. L'ensemble consomme donc 170 W. C'est au moins 10 fois moins qu'un radiateur électrique. Le DGX Spark ne se limite pas à une création de Nvidia. La plupart des marques de PC vont proposer leur version personnalisée de ce mini-supercalculateur avec la fameuse puce. C'est notamment le cas d'Acer avec le Veriton GN100 qui coûte également autour de 4 000 euros. Asus, Dell, Gigabyte, HP, Lenovo et MSI vont également sortir leur propre DGX Spark au fil des prochains mois. Pour la petite histoire, le Spark avait été dévoilé par Jensen Huang, le patron de Nvidia au début de l'année à l'occa-

sion du CES de Las Vegas. Il portait alors le nom de code « Projet Digits ». L'ambition affirmée par la marque lors de l'événement était de « placer un supercalculateur d'IA sur le bureau de chaque data-scientist, chercheur et étudiant en IA pour leur permettre de façonner l'ère de l'IA ». C'est plutôt réussi ! Pour les amateurs de minage de cryptomonnaies, il ne faut pas rêver. La puce intégrée n'est pas du tout optimisée pour cela et ne présente aucun avantage dans ce domaine. Il en est de même pour les joueurs exigeants. De toute façon, il n'existe pas de système de refroidissement adapté au gaming intensif. Il n'y a pas non plus de sorties vidéo multiples et la mémoire unifiée et essentiellement dédiée à l'IA. Enfin, il faut savoir que ce mini-supercalculateur fonctionne sous Linux avec la pile logicielle de Nvidia.

Avec ces deux nouveautés, X.com revoit sa stratégie et renforce un peu plus son écosystème

La plateforme X.com évolue : les liens ont été optimisés et une nouvelle place de marché pour les identifiants inactifs vient de voir le jour. Les développeurs de X.com (anciennement Twitter) sont bien occupés ces temps-ci : cet été, ils ont bloqué le contenu pornographique dans toute l'Europe avant de mettre en place une fonctionnalité permettant de s'assurer que ses utilisateurs sont bien majeurs. Ce mois-ci, face à la prolifération des bots, ils ont dû mettre en place une transparence accrue sur les comptes de la plateforme. On apprend aujourd'hui que plusieurs autres nouveautés viennent d'être déployées. On fait le point.

X.com améliore sa gestion des liens...

Quand on clique sur un lien dans la plateforme X.com, celui-ci nous redirige vers une nouvelle page et rares sont les utilisateurs qui prennent la peine de revenir en arrière. Le résultat ? Une diminution du nombre de likes mais aussi des interactions. Pour remédier à cette situation, l'équipe X.com a eu une idée : réduire la page originale, la placer en bas de page et faire en sorte que les boutons servant à liker, à répondre et à republier du contenu restent accessibles en permanence. On ne sort ainsi jamais de la plateforme. Mais ce n'est pas tout : dans une récente publication, Elon Musk a également annoncé des améliorations pour le système de recommandations de la plateforme. « Grok lira littéralement chaque publication et regardera chaque vidéo (plus de 100 millions par jour) afin de proposer aux utilisateurs le contenu le plus susceptible de les intéresser. (...) Nous ajouterons également la possibilité d'ajuster votre flux de manière temporaire ou permanente en le demandant simplement à Grok », a-t-il notamment expliqué. L'objectif de ces évolutions est d'accroître la portée des comptes mais aussi de booster l'engagement sur X.com.

... et fait la chasse aux noms d'utilisateurs inactifs

X.com souhaite également faire le ménage et donner une seconde vie aux comptes inactifs. L'équipe a, pour cela, créé une nouvelle place de marché, Handles, qui permet aux utilisateurs Premium Plus et Premium Business d'acquérir les noms de certains comptes inactifs. On trouve sur ce service deux types de noms d'utilisateurs : des « noms complets, des phrases de plusieurs mots ou des combinaisons alphanumériques » gratuits et des identifiants originaux pouvant « coûter entre 2 500 \$ et plus de sept chiffres, selon la demande et leur originalité ». Il est toutefois précisé dans les conditions d'utilisation que « X se réserve le droit de récupérer votre Nom d'utilisateur à tout moment, pour quelque raison que ce soit, ou même sans raison. » En pratique, comment cela se passe-t-il ? En choisissant un nouveau pseudo, les abonnés payants ne peuvent plus utiliser leur ancien nom. De plus, s'ils arrêtent leur abonnement, les comptes reviennent à leurs anciens noms. Une option de redirection payante est également dans les tuyaux. Reste à voir si les utilisateurs apprécieront toutes ces évolutions.

Brèves

Le compte à rebours de la vie sur Terre selon la Nasa

Des chercheurs de la Nasa, en collaboration avec l'Université Toho au Japon, ont utilisé des superordinateurs et plus de 400 000 simulations pour estimer la fin de la vie sur Terre. Leur modèle prédit que d'ici environ un milliard d'années, l'intensification de la chaleur et du rayonnement solaire rendra notre planète inhabitable. Ce phénomène entraînera l'évaporation des océans, une montée des températures, la chute des niveaux d'oxygène et la disparition progressive de la vie, même pour les organismes les plus résistants. Contrairement aux prédictions antérieures qui plaçaient cette échéance à deux milliards d'années, ces nouvelles modélisations

raccourcissent le délai de moitié. Les résultats, publiés dans Nature Geoscience, soulignent l'impact irréversible de l'évolution du Soleil, dont la croissance finira par priver la Terre de son atmosphère oxygénée et annihiler toute forme de vie connue.

IBM accélère l'IA avec Groq pour contrer Nvidia

Big blue mise sur la start-up américaine fondée et dirigée par Jonathan Ross, un ancien de Google, pour doper les performances de son offre watsonx Orchestrator grâce à la technologie d'inférence du spécialiste des puces LPU. Cette intégration promet des traitements IA cinq fois plus rapides que les systèmes GPU traditionnels. L'objectif :

permettre aux grandes entreprises de déployer des agents IA capables de gérer des workflows complexes en production, dans des secteurs régulés comme la santé ou la finance. Concrètement, Groq se positionne comme une alternative crédible aux GPU Nvidia, vantant un coût d'exploitation réduit et une faible latence. Ce rapprochement avec IBM, qui maintient un écosystème IA très actif, vise à rendre l'IA « agentique » mature pour les usages métiers à grande échelle.

Claude passe à l'action dans les workflows

Le dernier LLM d'Anthropic repousse les limites de l'IA en entreprise avec une mise à jour majeure : l'intégration des skills, des

modules spécialisés capables d'automatiser des tâches complexes dans les suites Microsoft 365. Word, Excel, PowerPoint et PDF sont désormais pilotés par Claude pour créer, analyser et produire des documents sur mesure. Les utilisateurs peuvent aussi développer leurs propres Skills, adaptés à leurs processus internes, et ces compétences deviennent portables et évolutives sur toutes les applications Claude. L'agent tire parti de dossiers de ressources et applique des consignes spécifiques, tout en garantissant traçabilité et contrôle humain. Cette innovation positionne Anthropic face à Google, Microsoft et OpenAI dans la nouvelle course à l'agent IA autonome en entreprise, avec un accent sur sécurité et gouvernance des données.

AFFAIRE NEXPERIA

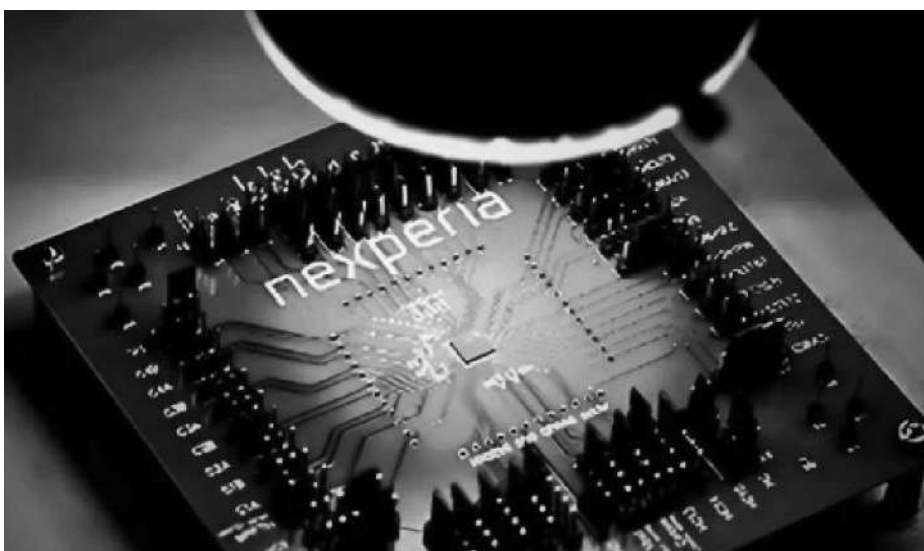
Dans les coulisses d'une guerre autour d'un fournisseur de puces vitales pour la voiture électrique et thermique

L'industrie automobile européenne fait face à une menace qu'elle croyait derrière elle. Alors que le monde espérait tourner la page des interruptions massives de production liées aux semi-conducteurs observées durant la pandémie de Covid, une nouvelle crise surgit, cette fois d'origine politique et géopolitique. Un acteur clé du secteur des puces, la société Nexperia, est au centre d'un bras de fer commercial international qui risque de paralyser les chaînes d'approvisionnement dans les semaines à venir.

L'industrie automobile européenne et nord-américaine se retrouve une nouvelle fois au bord du précipice. Une pénurie de semi-conducteurs menace d'arrêter les chaînes de production dans les semaines à venir. Mais cette fois, la cause n'est ni une pandémie ni un problème logistique classique. Un conflit géopolitique entre les Pays-Bas, la Chine et les États-Unis a braqué les projecteurs sur Nexperia, un fabricant de puces néerlandais. Ce bras de fer risque de plonger la filière dans une crise aux conséquences majeures.

Nexperia, la crise géopolitique qui menace de stopper la production automobile mondiale

Nexperia est un fabricant de semi-conducteurs basé aux Pays-Bas, à Nîmègue, avec des usines notamment en Allemagne (Hambourg). Cette entreprise produit chaque année des dizaines de milliards de puces essentielles pour l'automobile. Ces composants, loin d'être des technologies ultra-avancées, commandent des fonctions de base pourtant vitales : systèmes d'airbags, éclairages, capteurs, commandes au volant ou climatisation. Ces puces sont présentes dans pratiquement tous les véhicules, thermiques et électriques. Nexperia travaille avec des fournisseurs majeurs du secteur de l'automobile tels que Bosch ou Denso. Cette société était autrefois une division de Philips, avant d'être indépendante puis rachetée en 2019 par Wingtech, un groupe chinois spécialisé dans l'électronique et les semi-conducteurs ; Wingtech possède et contrôle Nexperia, mais la société reste lé-



galement basée aux Pays-Bas en Europe. Jusque-là cependant, la société fleure bon train et surfe sur la demande mondiale de nouvelle technologie.

Nexperia, où l'ombre d'une nouvelle crise des semi-conducteurs

Mais les premiers grains de sables commencent à se glisser dans les rouages le 30 septembre 2025, lorsque le gouvernement néerlandais a décidé d'intervenir et de prendre le contrôle de Nexperia, en invoquant des lois inédites datant de la guerre froide, afin de protéger la sécurité nationale et européenne. En effet, cette décision fait suite à des inquiétudes concernant la gestion de l'entreprise sous la direction du PDG chinois Zhang Xuezheng, lui-même suspendu par décision de justice pour des troubles dans la gouvernance. Le problème, est que cette saisie est motivée par la crainte que la propriété

intellectuelle liée aux semi-conducteurs ne soit transférée vers la Chine. Et c'est là que la machine s'emballle : en réponse, Pékin a interdit l'exportation de puces et composants fabriqués dans ses propres usines, situées sous le contrôle direct de Wingtech justement. En fait cette histoire est pour beaucoup due aux États-Unis. Ces derniers qui voient en effet dans Wingtech une menace pour leur sécurité nationale, avaient inscrit ce groupe chinois sur une liste noire en décembre 2024. Ce classement a empêché les transferts technologiques et a imposé des barrières commerciales sévères entre la Chine et les USA. Mais Washington a aussi demandé aux Pays-Bas de remplacer la direction chinoise de Nexperia pour éviter que la société ne subisse des sanctions strictes. Ainsi, la saisie néerlandaise s'inscrit aussi dans une coopération plus large entre Européens et Américains dont le but est de

limiter la dépendance technologique vis-à-vis de la Chine.

Risque immédiat d'arrêt de production

Face à la crise qui couve, l'Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA) a publié un avertissement sévère : les stocks actuels de puces Nexperia ne pourront soutenir la production que 4 à 6 semaines. Passé ce délai, des interruptions profondes sont à craindre. En effet, les puces Nexperia ne sont pas toujours échangeables rapidement car elles sont intégrées dans des modules complexes de certifications liées aux normes automobiles les plus strictes (AEC Q100 et Q101). Du coup, la "recertification" d'alternatives, engageant des essais rigoureux, peut durer des mois. Trop, pour permettre une continuité dans les production sans rupture. Peu à peu, ce climat devient un véritable imbroglio où le secteur automobile, "simple" utilisateur final, se trouve au milieu d'un conflit qu'il ne peut contrôler, avec le risque de rupture de production et mécaniquement de hausses de prix. Alors même que le marché est particulièrement fragilisé ces temps-ci. Si les groupes automobiles européens annoncent tenter de limiter les dégâts par la diversification des fournisseurs, les options sont rares, notamment dans la gamme de puces produites par Nexperia. De leur côté, les pouvoirs publics européens veulent accélérer les projets de relocalisation industrielle, comme l'usine Intel à Magdebourg ou le lancement du Chips Act européen qui vise à atteindre 20 % du marché mondial de la production de puces d'ici 2030. Mais d'ici là le chemin semble semer d'embûches.

Subvention au Nord, taxe au Sud : les États-Unis perdent le fil de la voiture électrique

Depuis la fin du crédit fédéral de 7 500 \$ fin septembre, les automobilistes américains n'ont plus tous les mêmes chances d'acheter une voiture électrique. Désormais, tout dépend du code postal : le Colorado offre jusqu'à 9 000 \$, le Maine ou l'Oregon 7 500 \$, tandis qu'en Géorgie ou en Indiana, il faut payer pour rouler propre. Un grand écart fiscal qui révèle la fracture énergétique d'une Amérique où chaque État trace sa propre route. On sait le peu d'affection que Donald Trump porte à la voiture électrique, et le 30 septembre dernier, le gouvernement américain a mis fin au crédit d'impôt fédéral pour l'achat d'un véhicule électrique, longtemps fixé à 7 500 \$ (environ 6 500 € au taux de change actuel). Une décision qui a laissé les États dans l'embarras, leur laissant improviser leurs propres politiques. Résultat : un patchwork d'aides locales où certains territoires déroulent le tapis



rouge à ceux qui veulent des véhicules à batterie... pendant que d'autres se sont empressés d'aller dans le sens inverse. Aindi, le Colorado est devenu le champion du camp "pro-électrique" : à partir de novem-

bre, il versera jusqu'à 9 000 \$ (7 725 €) aux foyers modestes échangeant leur voiture essence contre un modèle électrique. Le Maine et l'Oregon suivent avec 7 500 \$, devant le Vermont ou le Connecticut (5 000 \$, en-

viron 4 300 €). Même les voitures d'occasion sont parfois concernées, avec des rabais allant jusqu'à 6 000 \$ (5 150 €) selon les revenus.

Quand rouler électrique peut coûter plus cher

À l'opposé, près de la moitié des États américains ne proposent plus aucune aide pour cette transition écologique. Et au contraire, certains voient même dans la fin de l'aide fédérale la possibilité de désormais facturer des frais supplémentaires pour ceux qui voudraient passer à l'électrique. À quel titre ? Tout simplement pour compenser la perte de taxe sur les carburants. La Géorgie impose ainsi 235 \$ (environ 200 €) de frais annuels aux propriétaires de VE ; l'Indiana, 230 \$, auxquels s'ajoutent 77 \$ (66 €) pour les hybrides. Le New Jersey va encore plus loin : 260 \$ (223 €). Certaines juridictions,

comme l'Iowa, le Kentucky ou l'Oklahoma, taxent même la recharge publique au kilowatt-heure. Un comble, alors que la transition énergétique est censée rendre la mobilité plus accessible.

Une Amérique fracturée

Le contraste illustre une fracture grandissante entre le Nord-Est, historiquement favorable aux politiques vertes, et le Sud-Est, plus dépendant des recettes du pétrole. Et la tendance pourrait encore s'accroître : la Tax Foundation recense déjà 40 États appliquant des surcharges d'immatriculation aux VE. Pour tenter d'harmoniser le tout, certains testent une "taxe au kilomètre" (VMT Tax) : quatre États, dont l'Oregon et l'Utah, expérimentent ainsi un suivi des trajets par GPS ou compteur. Objectif : remplacer la taxe sur l'essence par un impôt réellement proportionnel à l'usage de la route.

Mots fléchés

AVANT NEW-YORK PROVINCE UNIE		CITÉ DE TRAITÉ FLEUVE DE VENDÉE		9ÈME ART PLAQUÉ À ARNHEM		PARAFFINÉ DE ROUGE	FAÏENCERIE		FERMETURES PETITE SAINTE		MÂTURE DE NAVIRE		SUCCÈDE À JULIANA RÉDACTRICE DE JOURNAL	
							ANCIENNE PUISSANCE COLONIALE							
BRAS DU RHIN ICI BAS					GRECQUE POUR LE RHIN GRAND PORT						VALLÉE ENGLOUTIE NOTE			
				BRUIT DE CAISSE			ENTRETIENT LA PASSION							
SOUFFLE		CONFUSES		PASSE SOUS SILENCE SUR LA CROIX					PLACÉ DANS LA MINUTE				PRIMITIFS FLAMANDS	
											ÉVOLUE À L'ARENA	SIX À ROME A SA COUR À LA HAYE		
MINE														
PARFOIS SYMPATHIQUE TROMPER											POINT DE DÉPART ORATEUR DE L'ATTIQUE			PÉRIODE DE L'HISTOIRE
À LA SORTIE DE L'IUT GARÇON DE COURSES				PROVINCE UNIE										
			EX-CAPITALE D'INDONÉSIE											
PRONOM PERSONNEL			MANQUE D'INSERTION CITÉ DE VELOURS			DISCIPLE DE RUBENS AVANCÉ								TERRES ENDIGUÉES
HEXAÈDRE	ÉLIMINA AVENTURE				AMEUBLIE						CONCURRENÇAÎT LE FLORIN		PLISSAI CONTRE LA VERGUE	
		NOTE			SUPERFICIELLE							BOUDDHA CHINOIS		
FLIBUSTIER À SURINAM NOTE						PROBLÈME UN TRUC À LA NOIX				SOUVENT BAS ET TRISTE				
		PRÉPOSITION ARTICLE CONTRACTÉ			PEINTURE MURALE LETTRE D'ESCHYLE				PARTICULE DE FARADAY	DÉNÉGATION			RAD RACCOURCI	
CONVENTION EXPRESSION DE MÉPRIS						TRAITÉ AVEC L'ESCAUT EN 1963					TEXEL OU AMELAND BLEU- NOIR EN VERS			
				PLANTÉ AU RAS DES PAQUETTES				TROIS FOIS RIEN				ARGON		
SERVICE SUPPLÉMENTAIRE						EMBLÈME DOUTEUX								

La 28e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), placée sous le thème "Le livre, carrefour des cultures", se tiendra du 29 octobre au 8 novembre, avec la participation de 1.254 maisons d'édition représentant 49 pays, dont 290 maisons d'édition algériennes, a annoncé lundi à Alger le commissaire du Salon.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

38 morts et 1770 blessés en une semaine

Trente-huit (38) personnes sont décédées et 1770 autres ont été blessées dans 1470 accidents de la circulation survenus entre le 12 au 18 octobre en cours, dans plusieurs wilayas du pays, indique mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Relizane avec 4 morts et 48 blessés dans 29 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont effectué 1600 interventions pour l'extinction de 1131 incendies urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger et de Tizi-Ouzou, ajoute le bilan.

PÉTROLE

Le baril de Brent à près de 61 dollars

Les cours du pétrole sont restés stables mardi, les investisseurs évaluant l'impact potentiel des évolutions géopolitiques sur le marché pétrolier. Avant midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, s'affichait stable, perdant à peine 0,05% à 60,98 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, dont c'est le dernier jour de cotation, grappillait 0,02% à 57,53 dollars. Les deux bruts de référence ont enregistré des niveaux bas sur plusieurs mois en début de semaine, sur fond de préoccupations concernant une surabondance de l'offre et le ralentissement de la croissance économique découlant du conflit commercial sino-américain. Dans son dernier rapport mensuel sur le marché pétrolier, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) projette une offre excédentaire de pétrole d'environ 2,2 millions de barils par jour (mb/j) en 2025 et prévient qu'elle pourrait atteindre près de 4 mb/j en 2026. Des analystes estiment que le marché pétrolier est effectivement en situation de surproduction, "mais pas à un niveau aussi extrême que celui actuellement prévu par l'AIE".

IMPÔTS

La souscription de la déclaration G50 via le système Jibaya'tic reportée au 23 octobre

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, lundi dans un communiqué, le report de la date limite de souscription de la déclaration G50 via le système "Jibaya'tic", au 23 octobre en cours. "La DGI porte à la connaissance des contribuables soumis au régime du réel et du régime simplifié, relevant des structures dotées du système d'information Jibaya'tic, que la date limite de souscription de la déclaration G50, prévue au plus tard le 20 octobre 2025, est reportée jusqu'au jeudi 23 octobre 2025 (inclus)", est-il indiqué dans le communiqué. Cette décision a été prise à l'effet de permettre aux contribuables de satisfaire à leurs obligations déclaratives "dans les meilleures conditions", ajoute la même source.

CHAMBRE ALGÉRIENNE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Signature d'un mémorandum d'entente avec le Conseil chinois pour la promotion du commerce international

Dans le cadre du renforcement de la coopération économique entre l'Algérie et la République populaire de Chine, un mémorandum d'entente a été signé hier entre la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et le Conseil chinois pour la promotion du commerce international (CCPIT) – Comité international de la production et de la construction du Xinjiang. La cérémonie de signature s'est tenue entre M. Chékib Ismail Goudri, directeur général de la CACI, et M. Zho Yongqiang, directeur général adjoint du Bureau du commerce pour la production et la construction du Xinjiang, en présence du président de la Chambre, M. Tayeb Chabab, ainsi que de cadres de la CACI et de membres du Conseil chinois. Ce mémorandum a pour objectif de mettre en place des mécanismes de coopération durable dans les domaines économique et commercial, à travers l'organisation de rencontres périodiques, de visites de délégations économiques et d'une participation mu-

tuelle aux salons et forums internationaux, afin d'explorer de nouvelles opportunités d'investissement et de partenariat entre les deux pays. Dans son intervention, le directeur général de la CACI a souligné que la signature de cet accord constitue une étape concrète dans le renforcement des relations économiques algéro-chinoises, précisant que cette initiative traduit la volonté de la partie algérienne d'élargir les horizons de la coopération bilatérale au service des objectifs de développement et de diversification de l'économie nationale. Il a ajouté que ce partenariat offrira de nouvelles perspectives aux entreprises algériennes sur les marchés internationaux, leur permettant de bénéficier de l'expérience et du savoir-faire chinois dans les domaines de l'investissement, du commerce et de l'industrialisation, dans le cadre d'une vision stratégique visant à accroître la compétitivité de l'économie nationale. Pour sa part, le représentant du Conseil chinois a exprimé la disponibilité de son institution à

renforcer la coopération avec l'Algérie dans les divers domaines économiques et commerciaux, réaffirmant l'engagement de la Chine à développer des partenariats constructifs avec les entreprises algériennes, à encourager l'investissement mutuel et à soutenir la mise en œuvre de projets conjoints au service des intérêts des deux pays. Il a insisté sur l'importance de favoriser la coopération dans les secteurs de la production, de l'innovation et du développement de projets d'intérêt commun, contribuant ainsi au renforcement du partenariat économique bilatéral. Cet accord s'inscrit dans la stratégie de la CACI visant à renforcer l'ouverture de l'économie nationale aux partenariats internationaux, et à consolider son rôle de plateforme clé d'accompagnement des opérateurs économiques, en facilitant les échanges commerciaux et les investissements étrangers au service du développement économique de l'Algérie.

CHINE

Le TGV le plus rapide au monde atteint 453 km/h lors de tests préalables à sa mise en service

Le train à grande vitesse le plus rapide au monde, le CR450, a commencé une série de tests préalables à sa mise en service sur une ligne à grande vitesse en Chine, atteignant une vitesse de 453 kilomètres à l'heure. La série CR450, conçue pour atteindre une vitesse maximale de 450 km/h lors

des essais et une vitesse commerciale de 400 km/h, fait actuellement l'objet d'épreuves de qualification sur la ligne à grande vitesse reliant la ville de Shanghai, à l'est, à celle de Chengdu, à l'ouest, dans l'intérieur du pays, a rapporté lundi le quotidien Science and Technology Daily. Le train à grande vitesse

peut passer de 0 à 350 km/h en seulement 4 minutes et 40 secondes, et deux trains ont établi un record en se croisant à une vitesse combinée de 896 km/h. Par rapport à son prédécesseur, le CR400, le CR450 se caractérise par un nez plus long et plus élancé, une ligne de toit abaissée de 20 centimètres

et un poids allégé de 50 tonnes, réduisant ainsi la traînée aérodynamique de 22%. Les trains à grande vitesse CR400 Fuxing, actuellement en service, circulent à une vitesse de 350 km/h. Le CR450 devra parcourir 600.000 kilomètres sans incident avant d'être autorisé à transporter des passagers.

INVESTISSEMENTS

L'Assemblée mondiale de WAIPA salue le rôle actif de l'AAPI à l'échelle africaine

L'Assemblée mondiale des agences de promotion des investissements "WAIPA" a souligné, dans son rapport annuel publié récemment, le rôle actif de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) au niveau africain, a indiqué, lundi, un communiqué de l'Agence. WAIPA a mis en exergue dans son rapport annuel, "la présence remarquable de l'AAPI au sein du système des agences africaines de promotion", précise le communiqué. Elle a rappelé, dans ce cadre, le mini-sommet des agences africaines de promotion de l'inves-

tissement, organisé par l'AAPI, le 5 septembre dernier, en marge de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), et qui a constitué un espace d'échange d'expertises et de renforcement de la coopération régionale en matière d'attraction des investissements. Le rapport a, en outre, abordé la visite du président exécutif de la "WAIPA", Ismail Ersahin au siège de l'AAPI à Alger, en marge des réunions annuelles de la Banque islamique de développement (BID), dans une démarche reflétant la profondeur de la coopération entre les deux institu-

tions et l'intérêt de l'organisation pour l'expérience algérienne dans le développement du système de promotion de l'investissement, ajoute la même source. Le même rapport souligne également la participation de l'AAPI dans des événements régionaux et internationaux importants, "ce qui reflète sa présence prépondérante et son rôle actif dans le soutien à l'intégration économique continentale et le renforcement de l'attractivité des investissements en Afrique", conclut le communiqué.

UNIVERSITÉ

Lancement du premier master en systèmes de contrôle et de brouillage des drones

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a procédé, mardi à l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB) de Bab Ezzouar, au lancement du premier Master en systèmes de contrôle et de brouillage des drones en Algérie. Composée de 30 étudiants en électronique, électrotechnique, télécommunications et automatique, issus des différentes universités du pays, cette promotion suivra une formation

académique, technique et scientifique spécialisée sur une période de deux (2) ans, au terme de laquelle les lauréats seront recrutés directement au Centre de recherche en technologie industrielle (CRTI) et dans des établissements similaires. A cet égard, M. Baddari a souligné que l'objectif de ce Master "sensible", assuré en collaboration avec l'Ecole nationale supérieure des systèmes autonomes (ENSSA), est de "former des cadres et des ingénieurs algériens maîtrisant la technologie des aéronefs sans pilote, à travers la concep-

tion et le développement de systèmes intelligents et de technologies de détection, d'analyse et de contrôle des drones, en s'appuyant sur l'intelligence artificielle, la cybersécurité et l'électronique de défense". Le ministre a souligné que "l'Algérie nouvelle et victorieuse œuvre aujourd'hui pour la souveraineté nationale" en "investissant dans les sciences et la technologie de pointe", réaffirmant l'engagement de son département à accompagner cette élite qui, a-t-il dit, "relèvera le défi de la souveraineté technologique".